



Institut de Documentation et de
Recherche sur la Paix

Les cahiers de l'IDRP

septembre 2011

* Comment apprécier l'onde de choc
dans les pays arabes ?

par Maurice Buttin - Ben Cramer - Paul Euzière

* Les BRICS : une autre gouvernance
mondiale ?

par Nils Anderson - Obey Ament - Raphaël Porteilla - Paul Sindic

* *Hors-dossier : 2011 : le printemps
arabe ?* *par Samir Amin*

Où va le monde arabe ?

par Me Maurice Buttin,
Président du Comité de Vigilance
pour une Paix réelle au Proche-Orient

Il y a tout juste huit mois, le monde arabe s'est réveillé de longues décennies tyranniques. Il est certes encore trop tôt pour en tirer des conclusions définitives. Nous pouvons toutefois relever le point fort des révolutions qui se sont succédées, après les avoir brièvement rappelées.

Le 17 décembre 2010, un jeune chômeur tunisien, Mohammed Bouazizi, s'immolait par le feu devant le Gouvernorat de Sidi Bouzid. Il entendait par là protester contre la police qui l'empêchait, faute de patente, de vendre quelques fruits et légumes pour survivre avec les siens ! Il décédait le 4 janvier, hélas, sans avoir pu constater que son acte héroïque, telle une allumette mettant le feu à une forêt entière, avait plus que fait bouger « la rue arabe » ! En quelques semaines, un véritable tremblement de terre populaire, politique et sociale, allait révolutionner le Maghreb et le Machrek, sans le même résultat partout, toutefois.

En Tunisie, en premier lieu, le président dictateur Zine El Abidine Ben Ali, en place depuis plus de 23 ans (1987) était chassé de son poste dès le 14 janvier par la « révolution du Jasmin » et se voyait dans l'obligation de fuir son pays, avec certains membres de sa famille. Il gagnait l'Arabie saoudite pour éviter le pire.

Moins d'un mois après, le 11 février, c'était en Égypte le tour du président Hosni Moubarak, au pouvoir, lui, depuis plus de 30 ans, de fuir Le Caire, sous la pression de centaines de milliers de manifestants, chaque jour rassemblés sur la place Tahrir.

En Jordanie, de grandes manifestations se déployaient aussi ce 14 janvier, réclamant des réformes, mais sans contester le roi Abdallah II. Elles étaient « gentiment » réprimées et le roi annonçait des réformes à venir.

Au Maroc, les événements allaient se dérouler avec beaucoup moins de rigueur. Des manifestations s'étaient déroulées le 20 février, dans toutes les grandes villes du pays. Le roi Mohammed VI, à la surprise générale, prenait les devants, et dans le discours « historique » du 9 mars annonçait la mise sur pied d'une nouvelle Constitution, dont il confiait l'élaboration à un groupe d'experts choisis pour leur total loyalisme au Trône.

En Algérie, depuis des mois se développaient, aussi, çà et là, des événements, mais locaux, tournant surtout autour de revendications apparemment sociales. Le peuple algérien, même s'il désirait, comme tous les autres peuples arabes plus de liberté, ne se lançait pas dans de grandes manifestations ni à Alger, ni dans les autres grandes villes du pays. Il avait trop en mémoire les dizaines de milliers de victimes, causées les années précédentes par les attentats islamistes et la répression très brutale des forces armées. Au demeurant, le 15 avril, le président Abdelaziz Bouteflika annonçait un processus de réformes, lancé courant mai par une Instance de consultation nationale.

En Palestine, à l'exemple des autres peuples arabes, les manifestants se retrouvaient par milliers dans les rues des principales villes, tant en Cisjordanie qu'à Gaza, mais aux cris : « Unité, Unité ! ». Après une certaine inquiétude, du président de l'Autorité palestinienne,

Mahmoud Abbas, et des dirigeants du Hamas, la situation évoluait. Les pourparlers de réunification des deux autorités, qui traînaient depuis dix huit mois au Caire, aboutissaient le 3 mai, à un accord de réconciliation, grâce à l'intervention du nouveau gouvernement égyptien. C'est accord est incontestablement un fruit du « printemps arabe ».

En revanche, les soulèvements populaires allaient être tout autres à Bahreïn, en Libye, au Yémen, en Syrie, où ils tournaient au tragique pour les populations contestataires. Les dirigeants en place étaient décidés à « rétablir l'ordre » par une répression féroce – même s'ils annonçaient timidement quelques réformes politiques et sociales. Et je n'oublie pas le cas de l'Irak, toujours en partie sous « occupation étasunienne », qui chaque jour continue à avoir son lot d'attentats, faisant souvent de très nombreuses victimes - attentats parfois dirigés contre des églises chrétiennes. !

A Bahreïn tout d'abord des manifestations débutaient le 14 février contre la famille royale sunnite au pouvoir. Le sultan Al-Khalifa les réprimait très durement, avec l'aide des troupes du Conseil coopératif du Golfe ou saoudiennes, de facto armées par l'Occident, et de nombreuses arrestations et de très lourdes condamnations faisaient suite – sans que les dirigeants occidentaux bougent le petit doigt ou élèvent la moindre protestation...

Il allait en être tout autrement en Libye. Le vent de contestation gagnait le pays le 15 février. L'arrestation à Benghazi, deuxième ville du pays, d'un militant des droits de l'homme, Ferhi Tarbel, y provoquait des émeutes. Des centaines de manifestants réclamant sa libération se heurtaient aux forces de police et aux partisans du régime. Les autorités accédaient à leur demande. Mais les manifestants ne se dispersaient pas pour autant. Le 17, ils appelaient à un « Jour de colère » contre le gouvernement du dictateur en place depuis 42 ans, le colonel Mouammar Kadhafi ! Celui-ci mobilisait ses partisans à Tripoli - un très vieil antagonisme opposant les tribus de Cyrénaïque et de Tripolitaine - et répondait par la force aux insurgés. L'insurrection s'étendait néanmoins rapidement à plusieurs villes du pays – mais non à la capitale, comme ce fut le cas en Tunisie ou en Égypte L'Est du pays passait sous le contrôle des insurgés, tandis que Kadhafi accusait Al-Qaïda d'être derrière eux. Il proférait des menaces contre la ville de Benghazi... Le Secrétaire général de l'ONU évoquait un millier de morts, et dès le 26 février, le Conseil de Sécurité imposait un embargo sur la vente d'armes. Par sa résolution 1973, il considérait que les « attaques systématiques » menées contre la population civile en Libye « pouvaient être assimilées à des crimes contre l'humanité ». Nous sommes loin du silence occidental sur la répression à Bahreïn... Les représentants de l'insurrection mettaient en place à Benghazi, le 27 février, un Conseil national de transition, avec à sa tête Mustapha Abdel Jalil, un ancien ministre de la Justice. Le CNT se déclarait le 5 mars « le seul représentant de la Libye » - ce qui était reconnu par la France le 10 mars. A mon avis, une pure opération de politique intérieure du président Sarkozy, pour répondre aux erreurs initiales du gouvernement français à l'égard des révolutions tunisienne et égyptienne, que, semble-t-il, personne n'avait pressenties ! Et le président de la République, qui poussait au recours à la force armée, laissait entendre que Kadhafi serait dehors avant le 14 juillet...

Le 17 mars, le Conseil de sécurité autorisait ce recours, mais en principe, pour assurer la protection des populations civiles contre les troupes de Kadhafi aux portes de Benghazi. Dès le 19, les forces de l'OTAN en particulier France, Grande-Bretagne, et États-Unis, lançaient les premières frappes aériennes. Ces bombardements, s'ils détruisaient peu à peu les forces matérielles du leader libyen, faisaient aussi de nombreuses victimes parmi les populations civiles. Ainsi, le plus jeune des six fils de Kadhafi et trois petits-fils étaient tués le 30 avril. La résolution de l'ONU était, rapidement, détournée de son but, et, c'est la chute du dictateur

libyen qui était recherchée, en liaison avec la rébellion. Le 11 mai, celle-ci s'emparait de la 3ème ville du pays, Mistrata. En juin l'OTAN décidait de prolonger sa mission jusqu'à fin septembre. Les raids les plus durs s'attaquaient aux infrastructures de Tripoli. Le 27 juin, la Cour pénale internationale (CPI) annonçait la délivrance d'un mandat d'arrêt international contre le dictateur libyen, l'un de ses fils, et le chef des services de renseignements. Le 12 juillet, les députés et sénateurs français autorisaient, à une très forte majorité la prolongation de l'engagement des forces françaises (Seuls les parlementaires communistes avaient voté contre - suivi seulement, hélas, par quelques rares députés socialistes - tout en condamnant le régime tyrannique de Mouammar Kadhafi. Le 15 juillet, le groupe de contacts, dont la France, réuni à Istanbul, reconnaissait le CNT comme « l'autorité Gouvernementale légitime » de la Libye, suivi le 27 par la Grande Bretagne. Le 28 juillet, dans des circonstances obscures, mais marquant les incontestables dissensions au sein du CNT, le chef d'état-major de la rébellion, le général Abdel Fatah Younes, ancien ministre de l'intérieur du gouvernement libyen qui avait rejoint la rébellion en février, était assassiné ! Le soulèvement contre le régime avait gagné l'est de la Libye, mais aussi le sud et l'ouest. Et c'est précisément les forces tribales de cette dernière région qui allaient conquérir Tripoli vers le 22 août, sans pourtant, à l'heure où je rédige cet article, arriver à mettre la main sur le leader libyen, dont la tête était mise à prix !

Au Yémen, à l'exemple de la Tunisie puis de L'Égypte, des centaines de milliers de manifestants, sortis de l'ombre dans les principales villes du pays, notamment à Taz et à Sanaa, dès le 27 janvier, réclamaient plus de liberté, la fin de la corruption et des réformes politiques. Les monarchies du Golfe, dans le cadre du Conseil de Coopération du Golfe (CGC), devant le risque du développement chez elles du climat révolutionnaires, tentaient en mai une initiative de transition pacifique : elles présentaient un plan prévoyant la formation par l'opposition d'un gouvernement d'union nationale, puis le retrait du président, avec garantie d'immunité, et de nouvelles élections dans la foulée... Mais peine perdue. Le président Saleh tentait de se dérober et ne signait pas l'accord, ce qui lui était reproché par l'opposition. Des manifestants encore plus nombreux se retrouvaient dans les artères principales des villes et dès lors exigeaient sans plus attendre le départ du président Ali Abdallah Saleh au pouvoir depuis 32 ans ! Les forces de sécurité ouvraient le feu faisant des morts et des centaines de blessés. En réponse à une intervention de la France et de l'U.E. le gouvernement yéménite s'élevait contre cette ingérence dans ses affaires internes. Le 4 juin, le président Saleh, blessé à la suite de tir de roquettes contre son palais, quittait le pays pour se faire soigner en Arabie saoudite, mais sans intention d'abandonner le pouvoir. Pour la jeunesse protestataire, c'était tout de même un tournant décisif. Elle évoquait « La naissance d'un nouveau Yémen ». La guerre pour la succession d'Ali Saleh s'engageait néanmoins entre son clan et ses adversaires politiques, plongeant le pays au bord de la guerre civile, les manifestations se succédant aux manifestations, avec une répression accrue.

En Syrie, aussi, les manifestations, débutées le 15 mars, initialement contre le régime - dirigé d'une main de fer par des membres de la communauté alaouite, une branche dissidente du chiisme, depuis plus de 40 ans - allaient tourner très rapidement à une demande de démission du président Bachar Al-Assad, les forces de police et l'armée s'étant lancées dans une féroce répression. Il est ainsi fait état de plus de 2.000 morts et de 10.000 prisonniers, de tortures systématiques, etc. Il faut dire que le pouvoir et ses alliés, les minorités, notamment chrétiennes, craignaient par dessus tout l'arrivée de l'opposition sunnite à la tête du pays. Pour Bachar Al-Assad, les manifestations « violentes » étaient dues à des « bandes terroristes », soutenues par des islamistes et des étrangers... A vrai dire, toutes sortes d'informations contradictoires ont circulé tous ces derniers mois sur la situation dans le pays,

sans pouvoir contester la très dure répression ne pouvant tout de même être contestée.

Après avoir développé les événements du « Printemps arabe » survenus depuis le début de l'année au Maghreb et au Machrek et avant de les situer au jour d'aujourd'hui dans chacun des États, tentons d'analyser les bases de ce « réveil arabe, avec effet domino.

Révoltée par l'absence de liberté depuis des lustres ; le chômage, en particulier celui des diplômés de plus en plus nombreux ; la corruption généralisée au profit des classes dirigeantes, souvent de familles entières ; les injustices ; les conditions sociales très déficientes pour la majorité ; l'humiliation quotidienne ; la répression permanente par les services de sécurité aux ordres des pouvoirs, etc. la jeunesse a montré, au monde entier stupéfait, par ses manifestations, qu'un citoyen arabe nouveau était né, que désormais sa dignité devait compter aux yeux de tous ! Elle a prouvé que des chefs d'État apparemment indéboulonnables pouvaient l'être. Que ce qui paraissait impossible hier était devenu possible !

Partout, ces « révolutions » ont débuté par des manifestations monstres, organisées spontanément par des jeunes garçons de 18 à 25 ans, voire 30, et même des filles dans bien des pays, en majorité étudiants, mais très vite rejoints par les jeunes déshérités de la vie, chômeurs et autres sans travail, les uns et les autres soulevés par des appels via les télévisions arabes, comme Al Jeezira, mais surtout via les portables et internet, (Facebook et Twitter). Si le « spectre » des Islamistes est immédiatement venu à la une de quasi tous les médias occidentaux (n'a-t-on pas vu évoquer le « syndrome du Chah d'Iran » ?) - et pas seulement occidentaux ! – il est incontestable que, contre toute attente là encore, les manifestations se sont développées au cri de « Liberté ! Libertés », « Dehors les tyrans ! » et non par des appels religieux. En Égypte même, l'on a pu voir des musulmans et des coptes, manifesté ensemble, pour la première fois depuis la chute de la royauté ! Et, ce n'est que dans un deuxième temps que les Islamistes se sont liés aux manifestants aux cris : « Allahu akbar ! ».

Et quelle est donc aujourd'hui la situation dans chacun des pays ?

En Tunisie, la crise économique aidant, l'arrêt brutal du tourisme (la ressource majeure du pays, l'insécurité - la « disparition » pendant des semaines des forces de police aux ordres du pouvoir Ben Ali -, a entraîné chômage et une forte délinquance (vol, pillage...). L'on doit regretter que pour mettre fin à ce désordre des pratiques policières d'une extrême violence ont reprises, dénoncées par la FIDH et la Ligue tunisienne des droits de l'Homme. Les protestataires continuent cependant à exprimer leur impatience contre les autorités de transition et dénoncent la cherté des produits alimentaires en période de Ramadan. Pour constater le réel résultat de la « Révolution du Jasmin » - après celui de l'éviction du clan Ben Ali -, il faut en fait attendre les élections, d'abord prévues en juillet, puis reportées par un accord général des partis au 23 octobre. En effet, malgré les difficultés économiques et sociales, il n'en demeure pas moins que les Tunisiens manifestent un gros appétit politique, plus de 85 % désirant vouloir aller voter. Et déjà plus de cent partis ont été recensés ! Peu il est vrai sont connus de la population – sauf Ennahda, le Parti islamiste désormais reconnu. Il caracole en tête dans les sondages, mais il sera obligé de tenir compte du Parti démocrate progressiste (PDP), et du nouveau Parti tunisien du Travail (PTT), qui espère bien largement recruter parmi les militants du puissant syndicat UGTT, et s'ériger en force alternative aux islamistes !

Même situation en Égypte en attente des élections de l'automne. Mais l'armée qui dirige présentement le pays sera difficile à déloger, compte tenu du rôle très important qu'elle s'est

appropriée dans l'économie du pays sous Moubarak, et de ses liens depuis des lustres avec les États-Unis, qui lui versent chaque année près de 2 milliards de \$! Il y a tout lieu de penser à un accord demain des militaires avec le parti des Frères musulmans – sans doute pour un régime proche de celui de la Turquie, donc tout à fait toléré par le parrain étasunien. Pour l'instant d'amples manifestations continuent et si le procès de Moubarak et autres doivent reprendre le 5 septembre, le désir de revanche est loin d'habiter la plupart des Égyptiens, dont l'attention se concentre sur l'avenir du pays.

Au Yémen, où le pouvoir central a perdu depuis le début de la révolution le contrôle de plusieurs provinces dans le nord, le sud et l'est ; où, le président Saleh n'est pas (encore ?) revenu ; l'opposition parlementaire et la jeunesse dénoncent la responsabilité du régime dans le dépeçage du pays. En fait, la guerre civile est hélas, de plus en plus, à l'ordre du jour, et l'on voit de nouveau poindre la sécession du Sud, cette fois tombé sous la coupe de groupes islamistes affiliés à Al-Qaïda !

En Libye, après la victoire des rebelles - qui n'auraient rien pu faire sans l'engagement des Occidentaux (ou du moins, de certains, seuls 5 États de l'OTAN ont été engagés militairement sur les 28 de l'Alliance) : matériel militaire fourni et 20.000 sorties et frappes aériennes françaises et britanniques... - vient aujourd'hui le temps plus difficile de l'après-guerre et le temps de réelles incertitudes. Pour sa part, pourtant, le président du CNT n'hésitait pas le 22 août, lors d'une conférence de presse, à promettre « l'aube d'une ère nouvelle, une nouvelle époque qui permettra de réaliser les principes de la révolution pour lesquels nous avons combattu : liberté, démocratie, justice, égalité transparence dans un cadre islamique modéré »... Mais, passer de 42 ans de dictature à l'instauration d'une démocratie - que n'a jamais connue le pays - est des plus incertains !

Kadhafi avait réussi la gageure de faire de la Libye, l'un des pays les plus développés d'Afrique grâce à ses ressources en pétrole et en gaz, tout en tenant d'une main de fer les trois régions du pays (Tripolitaine, Cyrénaïque et Fezzan) ; en « rassemblant » les 170 tribus et clans, en s'appuyant sur des services de sécurité à sa dévotion très nombreux et sur sa propre tribu. Qui fera de même demain ? Et quid de l'ingérence des Occidentaux dans l'aide aux rebelles ? Même si, comme le propose Alain Juppé, le Groupe de contestation sur la Libye - regroupant depuis le 29 mars une trentaine de pays – se transforme en Groupe des amis de la Libye pour aider à la reconstruction du pays. Peut-on exporter la démocratie à coups de canon ? Nous voyons le brillant résultat en Afghanistan et en Irak. Il est à craindre que du chaos actuel le pire sévisse pendant des mois, voire même la fragmentation du pays en pouvoirs locaux ! Il n'y a pas cependant de fractures ethniques ou religieuses, comme en Irak ou en Syrie, et la prise du pouvoir par des Islamistes, modérés ou non, est loin d'être impossible - le pays ayant toujours été un État islamique -, à défaut d'un compromis entre les plus grands chefs de tribus. Le président vient de se rendre ces jours-ci au Qatar et aux Émirats arabes unis, les deux seuls pays arabes ayant participé aux opérations de la coalition internationale. Verra-t-on demain la Libye se diriger vers un régime type « monarchie du Golfe » ?

En Algérie, on note, depuis le début du Ramadan, la reprise d'attentats des Islamistes, semble-t-il, contre les forces de l'ordre.

En Syrie, la situation est toujours aussi tendue entre la « rue arabe » et les opposants regroupés dans un « Conseil national » depuis juin - qui maintiennent leur revendication aujourd'hui essentielle, le départ de Bachar Al-Assad - et celui-ci, toujours plus déterminé à garder le pouvoir, malgré les menaces et sanctions occidentales —non partagées par la Russie - encore renforcées le 23 août contre Damas.

Il est à noter que le voisin, l'Arabie saoudite - peut-être en soubassement à l'origine du soulèvement syrien, en accord avec son fidèle allié les États-Unis ? - est le pays où il y a le moins de démocratie, où les droits de l'Homme ne sont pas reconnus, où les femmes ne sont pas autorisées à conduire un véhicule (!) ; où la liberté religieuse n'existe pas, etc. Et pourtant, l'on n'entend aucun dirigeant occidental réclamer plus de démocratie à leur fidèle allié ou appeler au renversement du régime en place. Pétrole oblige !

En Palestine, la situation est toujours aussi explosive avec l'occupant israélien ; des incidents violents ont même éclaté récemment, tant à la frontière du Sinaï où des policiers égyptiens ont été tués qu'à Gaza. Mais, de part et d'autre, on retient son souffle à la veille de la réunion annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU, où les Palestiniens entendent voir admis leur État, tandis que les Israéliens s'y opposent formellement ! Que vont faire les États-Unis, Obama va-t-il tenir ses promesses ? Dans un discours, en mai, plaçant au centre de ses préoccupations la question de la démocratie dans le monde arabe, il l'a, avec habileté, liée au conflit israélo-palestinien. Estimant que cette démocratie devait aussi bénéficier au peuple palestinien, il a laissé entendre qu'il était en faveur de la reconnaissance d'un État palestinien... Le passage de Netanyahu à Washington l'a vite fait reculer sur ce point, comme peu auparavant sur le problème de l'arrêt des constructions exigé par les Palestiniens ! Mais que fera-t-il demain ? Là encore, politique intérieure et élections obligent-elles ?

Au Maroc, la nouvelle Constitution annoncée par le roi, soumise à référendum 15 jours après, le 1er juillet, a été un plébiscite pour Mohammed VI. Certes, cette Constitution fait un certain pas en avant dans l'organisation des pouvoirs et les droits de l'Homme - sans aller jusqu'à reconnaître la liberté de conscience -, mais ce n'est nullement l'avènement d'une monarchie parlementaire à l'espagnole par exemple, comme le réclamait et continue à le réclamer les jeunes du « Mouvement du 20 février ». Une « révolution douce » on écrit certains ! Encore faut-il que cette nouvelle loi démocratique soit bien mise en application après les prochaines élections, fixées au 25 novembre prochain.

En guise de conclusion, je pense qu'il a lieu d'affirmer que les « Printemps arabes », aussi divers soient-ils, fructueux ou tragiques, faisant encore des centaines de victimes ici ou là, ont profondément marqué la jeunesse arabe, surtout les étudiants et les étudiantes. N'oublions pas que depuis des années des milliers d'entre eux sont partis faire leurs études supérieures dans les pays occidentaux, où ils ont pu y découvrir le bienfait des libertés et, quels que soient leurs défauts, l'avantage des régimes démocratiques. A mon avis la transformation peu à peu des États arabes, d'ouest en est, relève déjà parmi les événements les plus importants des cinquante dernières années. Peut-on dire pour autant que le citoyen arabe a pris en main son destin ? Une longue période d'instabilité est à prévoir et rien ne peut être prédit sur la nature des systèmes politiques qui découleront de ces révolutions. La démocratie n'est pas pour demain, et il est même vraisemblable que les élections de demain - dans les pays où elles auront lieu ! - verra pour un temps la victoire des nouveaux partis islamiques désormais autorisés, les seuls organisés dans la clandestinité depuis des années, les plus proches des populations déshéritées et de leurs revendications économiques et sociales. Nous pouvons sans doute, faire des comparaisons avec l'effondrement des régimes communistes et de l'URSS, au lendemain de la « chute du mur de Berlin » en 1989. Certains des pays libérés ont connu activement une première implantation de la démocratie, d'autres au contraire connaissent, depuis, des régimes despotiques d'un autre temps ! Mais au-delà du court terme, voire du moyen terme, il est certain que pour tous les peuples arabes, rien ne sera plus comme

avant. N'est-ce pas le cas en Amérique du Sud, où là aussi des dictatures sanglantes, aujourd'hui disparues, avaient régné pendant des dizaines d'années ?

Cela dit, une question majeure interpelle qui réclamerait tout un article : quel a été le rôle de la « communauté internationale » - pour ne pas dire des Étatsuniens et de leur fidèle allié, Nicolas Sarkozy, président du G 8 et du G 20 cette année -, dans les prémices ou, par la suite, la prise en main des révolutions arabes ? Peut-on oublier les manipulations et les mensonges qui se sont accumulés depuis la première guerre du Golfe, la Yougoslavie, l'Irak, l'Afghanistan ? Assisterions nous alors à la naissance de « démocraties » contrôlées, correspondant aux désirs de l'Occident impérialiste et à son agenda géopolitique ?

Comment apprécier l'onde de choc dans le monde arabe?".

Ben Cramer, journaliste

*The West won the world not by the superiority of its ideas or values or religion
but rather by its superiority in applying organized violence.*

Westerners often forget this fact, non-Westerners never do.-

Samuel P. Huntington⁽¹⁾

Cours camarade européen, le vieux monde est derrière toi !

Alors que les dictateurs réalisent – à leurs dépens – que leur victoire dépend aussi de leur capacité d’offrir de la sécurité humaine, le chantier du monde arabe est bourré d’inconnues. Ce qui importe aux Européens est ambiguë, aussi ambiguë que leur rapport avec leurs anciennes colonies, (avec les petits chefs qu’ils ont soutenus, mis en selle ou détrônés) dont la libération tant vantée risquerait d’abîmer notre image de démocrates inconditionnels et de perturber nos assurances sur les bons et les méchants, ce monde arabe présenté comme ‘fanatique’ pour mieux filtrer les immigrants et surfer sur les différentes formes de racisme. Alors, que nous importent ces printemps ? L’étonnement va de pair avec cette incapacité de prédire les tsunamis humains. Reste à savoir si l’étonnement ira plus loin. Si l’étonnement provoquera quelques lumières pour accompagner un processus,

Les nations émergentes

Dans le cadre d’une éventuelle prise de conscience, nous allons assister à une ou des révisions. Même dans le vocabulaire. Depuis trop longtemps, envers et contre la crise, les rapports onusiens et les économistes avisés nous parlent de « pays émergents ». Comme si la seule émergence qu’il fallait remarquer était celle du PNB ! Mais enfin, qu’en est-il de l’émergence de l’indignation, l’émergence des revendications radicales ? L’émergence de la voix des femmes ? Les États émergents ne sont-ils que soumis aux impératifs des indicateurs économiques ? Le monde sous prétexte de mondialisme est-il incapable d’imaginer d’autres indicateurs de richesse et de ‘développement’ ? En raison probablement de cette myopie face aux pays émergents-démocratiquement, « en développement » d’autre chose, la non-reconnaissance comporte des risques : on ne peut pas exclure que les nouveaux émergents se cherchent des complices un peu n’importe où ; recrutent des mercenaires de la méthode-religieuse-forte. Les ‘Failed States’ , États en déroute ou plutôt États dérouteés tissent des liens pour manifester un pouvoir de nuisance ; ils brandissent ce pouvoir avec pour arrière-pensée l’espoir plus ou moins vain, de monnayer ce pouvoir, à l’instar des Nord-Coréens ; ou des dirigeants mégalos Libyens qui avaient fait de leur territoire l’un des hubs, l’une des plaques tournantes de tout le trafic d’armes dans la zone méditerranéenne. Tandis qu’on faisait

1 ce qui fait en français « l’Occident s’est imposé au monde non pas ...

croire au peuple que tout ce qui n'allait pas est la faute de l'impérialisme. Mais enfin, l'époque est propice à des retournements de situation. Alors même qu'un train peut en cacher un autre, on pourrait aisément transposer la mise en garde et affirmer qu'un État en déroute peut en cacher un autre. Les printemps arabes ont ainsi déblayé le terrain de la conscience et brouillé quelques pistes balisées par la « communauté internationale ».

Les États qui 'émergent' ..., émergent autrement. Les ensembles régionaux sont susceptibles de se regrouper selon d'autres critères que des critères purement géographiques ; et si le cartel de l'OPEP a fait chanter les chancelleries occidentales dans les années 70, nous aurions tort d'écarter l'idée selon laquelle des principes démocratiques sont des leviers aussi puissants que le pétrole. Les pays de la rive sud de la Méditerranée feraient bien de suivre de plus près – ou de s'inspirer ? - les expériences latino-américaines. Dans le cadre des refontes économiques, on peut s'attendre à d'autres révisions y compris de revoir à la baisse leurs budgets de défense, l'investissement dans la 'défense sociale' ou encore ce qu'on appelle dans les pays anglo-saxons la 'sécurité sociale'...

Les réticences du Nord

*Ceux qui te critiquent sont ceux qui te voudraient différent
parce qu'ils voient en toi ce qu'eux ne seront jamais »*

Gandhi

Il y a des « printemps » qui s'accrochent aux mémoires des Européens (de l'Ouest-européen). Ainsi, le printemps de Prague. Même si le peuple tchèque et les autres par ricochet ont subi une redoutable douche froide et rejoint – en plein août - l'hiver des normalisés, ce printemps a existé. ⁽²⁾. D'ailleurs, en invoquant cette histoire, il est tentant de faire quelques parallèles : nos élites se comportent à l'égard du Sud comme à l'égard des peuples européens qui sortaient d'un certain obscurantisme pseudo 'communiste'. Ils appréciaient tellement l'Allemagne qu'ils la voulaient coupée en deux ; américanisée ou soviétisée, qu'importe, mais morcelée pour toujours. La classe politique française n'a rien proposé aux Roumains ou Bulgares si ce n'est de les coincer dans un « marché commun » qui se voulait le prolongement de l'OTAN – Et pour renvoi d'ascenseur, ces États ont misé sur le visa OTAN, sachant que c'était le meilleur pour ramasser les miettes d'une U.E. qui regroupe 27 États sur les 45 du continent.

Les nations arabes n'ont pas à s'excuser « pour la gêne occasionnée », une gêne qui va de pair avec notre « besoin » (sic) de se bronzer les pieds dans l'eau dans quelque paradis pauvre

Puisqu'un fossé existe entre les deux rives de la Méditerranée, les élites politiques vont faire actionner le Quai d'Orsay, relancer des usines à gaz comme le processus de Barcelone, ou chercher le drapeau peu visible de l'Union pour la Méditerranée. Objectif : mettre au point un dispositif CSCE, un processus Helsinki version 'Nord-Sud', le Nord étant – bien sûr – détenteur des valeurs de la « troisième corbeille » puisqu'il ne sait rien du rôle des femmes dans la révolution tunisienne et ne connaît pas non plus des chaînes comme Al-Djazira. A y regarder d'un peu plus près, ces initiatives diplomatiques sont quasiment plombées pour la simple raison qu'elles recourent aux vieux schémas. L'exemple de la CSCE n'est pas pris au hasard : guerre froide oblige - , les compromis excluaient l'avis des peuples, des peuples qui ont pris d'autres chemins pour s'affranchir et ont montré d'autres dimensions à la sécurité

2 le parallèle pourrait être développé depuis le suicide de Jan Palach à celui en Tunisie de ...

européenne.

Bref, la traditionnelle conception du monde selon laquelle le nord si « éclairé » peut encore donner des leçons au sud est en sursis. Grâce aux printemps arabes, même aux printemps mutilés et ensanglantés. Les plus éclairés ne sont pas ceux qui l'affichent, ni ceux qui ont électrifié tout leur territoire. Qu'une partie des peuples du Sud ne soit plus disposée à se compromettre pour s'approprier le savoir-faire occidental, pour bénéficier des richesses européennes est évident ; cela coïncide avec la crise de l'humanitaire, et l'enterrement en bonne et due forme du mythe de l'aide et de ses bienfaits.

Des diplomaties à réinventer

La réticence européenne pourrait même se muer en résistance européenne parce que les révolutions dans le Sud peuvent déboucher ailleurs, rebondir, et les ricochets surprenants. La panique qui se dégage suite à l'influence des 'Indignés' Israéliens est un signe avant-coureur.

Une diplomatie de la contestation est-elle au programme ? Ceci constitue les prochains défis, des processus de décolonisation mentale – que l'Occident tentera de freiner par tous les moyens ; En effet, se débarrasser d'un dictateur représente un acte qui a d'autant plus d'impact s'il s'inscrit dans une dynamique qui ne perpétue pas les liens avec telle ou telle puissance étrangère. Le chantier est là : un peuple acteur d'une révolution intérieure peut-il prôner la soumission sur le plan international ? Peut-il abattre l'ancien régime et sauvegarder les faveurs d'un protecteur ? Les questions sont plus aisées que les réponses. Mais il n'est jamais trop tôt pour les poser. Briser les chaînes d'avec ceux qui ont plombé le pays, pompé le meilleur de ses ressources, n'est pas un passage obligé, les Espagnols et les Portugais peuvent en témoigner. Mais ceci a conditionné les limites de la libération. A chacun d'y réfléchir. A chacun ici de se rappeler jusqu'à quel point des processus révolutionnaires ont été brisés parce que les relations extérieures étaient imperméables au renouveau (cf. la politique du Chili d'Allende) ou que le renouveau ne concernait que les relations extérieures (cf. la France de De Gaulle qui se débarrasse des bases américaines de l'OTAN). Revenons à la péninsule ibérique. La révolution des œilletons est d'ailleurs « partie » du 'sud', de la Guinée Bissau. Mais les Portugais de la révolution des œilletons ont eu de la peine à changer leur fusil d'épaule. A l'Est du continent européen, les aspirations sociales ont vite été compromises à partir du moment où les dirigeants ont vanté les mérites de l'OTAN. Comme si l'auto-détermination d'un peuple se menait de concert avec le pacte atlantique ! Les mêmes préoccupations, les mêmes craintes subsistent dans le monde arabe. Les Égyptiens – tout comme les Israéliens - auront pour mission de remettre en question leurs relations privilégiées avec Washington, y compris les primes versées en échange d'une politique de bon voisinage avec l'adversaire désigné.

Tout reste à inventer dans le « co-voiturage révolutionnaire » . Se réapproprier son destin, ceci passe aussi par la volonté de renouer avec ceux qu'on détestait jadis, ne serait-ce que pour démontrer qu'on est vraiment dans la rupture. Ou mettre un terme à des relations de copinage qui n'ont plus de raisons d'être. En adoptant le langage informatique, on pourrait dire qu'il y a tout à reconfigurer dans le disque dur des printemps arabes. Des printemps qui furent d'ailleurs des victoires de l'internet ⁽³⁾. Dans cet élan, nouer des relations avec des ONG, surtout si ces relations avaient été mises à mal dans le passé ; mieux encore, inventer ce plus dans la gestion relationnelle, la diplomatie non-gouvernementale...

3 cf. dossier dans le magazine canadien 'Peace Magazine'

PAYS ARABES : RÉVOLUTIONS, RÉVOLTES OU RÉACTION ?

Paul Euzière

L'immolation par le feu du jeune Tunisien Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010 a catalysé la colère et le ressentiment des peuples de plusieurs pays arabes contre des régimes autoritaires engagés dans le néolibéralisme et inféodés à Washington. Neuf mois après, quels premiers enseignements peut-on tirer ?

Le réel et son image

Pour la diplomatie et pour les faiseurs d'opinion : "grande presse" et médias, le "Printemps arabe", les "révolutions", leurs protagonistes et leur déroulement ont été des surprises totales qui révèlent le recul de la connaissance, voire l'ignorance, des réalités de pays qui pourtant nous sont souvent proches historiquement et géographiquement.

Trop souvent, là encore, la pensée unique, les présupposés idéologiques postcoloniaux et les lieux communs ressassés tiennent lieu d'analyse aux antipodes du mouvement des sociétés.

S'y ajoutent les non-dits sur l'étroitesse des liens entre dirigeants arabes et européens basés sur l'imbrication d'intérêts privés et personnels aux plans financier et économique.

Au-delà de "la FrançAlgérie", les mêmes toiles d'araignée existent avec le Maroc, la Tunisie, le Liban, l'Égypte ... Elles contribuent pour leur part à fausser l'image des réalités des pays arabes en fonction d'intérêts occultes.

On présente donc un "Monde arabe" qui serait à peu près uniforme peuplé de gueux arriérés et fanatiques en ignorant délibérément la montée d'exigences citoyennes et de revendications démocratiques pourtant perceptibles.

Or, depuis la fin des califats omeyyades au VIII^e Siècle, il n'y a plus d'unité du "monde arabe" ni politiquement, ni culturellement, ni dans l'Arabe parlé qui est d'ailleurs loin d'être la seule langue vernaculaire.

En Algérie, au Maroc, cohabitent Arabes dialectaux, Tamazight et Français. En Irak et Syrie : Arabe, Araméen, Kurde.

Même mosaïque au plan religieux, particulièrement dans le Machrek.

Chaque société à son histoire qui peut-être parallèle à celle du pays voisin -par exemple dans les processus de création des États contemporains (au Proche-Orient) ou de décolonisation (au Maghreb)- mais qui n'est jamais similaire.

Procédant d'une même volonté d'émancipation, les sept années de guerre de libération de l'Algérie ont peu de points communs avec la fin du Protectorat français au Maroc. Les rapports avec l'ancienne Métropole en sont différents.

Se réclamant des mêmes "Pères Fondateurs" et de la même idéologie, les partis Baath syrien et irakien ont plus souvent été rivaux -et même ennemis- qu'alliés.

Quant au poids de l'islam, il est plus ou moins prégnant selon les pays, mais au-delà des apparences et des coutumes, il convient de le replacer dans le cadre de sociétés toujours plus sécularisées.

Pour les milieux dirigeants occidentaux, une des grandes "surprises" des révolutions en Tunisie et en Égypte aura été l'absence organisationnelle et politique des partis islamistes dans les mouvements populaires qui ont entraîné la chute de Z.A Ben Ali et de H. Moubarak.

A l'inverse -mais ce sont d'autres cas de figure- en Libye et en Syrie, les formations se réclamant de l'islam politique ont joué et jouent un rôle essentiel au sein de coalitions appuyées et financées par les États-Unis, la Grande Bretagne, la France, l'Arabie Saoudite et le Qatar pour liquider des régimes pas assez soumis à leurs intérêts économiques et politiques.

Les indicateurs économiques et sociaux montrent des niveaux très différents de développement. Les chiffres de l'Indice de Développement Humain (IDH) sur 169 pays vont de la 133ème position mondiale pour le Yémen à la 53ème pour la Libye qui est le meilleur I.D.H de tout le continent africain.

Le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté va de taux très bas (3,8% en Tunisie) à des taux impressionnants (42% au Yémen) ou élevés (22% en Égypte).

La première caractéristique des pays arabes aujourd'hui (et non d'un "Monde arabe" réduit à la Oumma islamique ou aux caricatures occidentales) n'est donc pas l'homogénéité, mais une grande diversité et une complexité qui excluent toute approche globalisante.

Ce qui explique, par exemple, l'absence "d'effet domino" de la révolution tunisienne en Algérie ou au Maroc. Si, là aussi, des mobilisations ont eu lieu et ont dû être prises en compte par le président A. Bouteflika et le roi Mohamed VI, à aucun moment les pouvoirs algérien ou marocain n'ont été menacés.

La crise comme toile de fond

En même temps, chacun des pays arabes évolue dans un contexte international marqué par les effets de la mondialisation et de la crise financière, les défis géopolitiques régionaux et la guerre économique autour des matières premières énergétiques.

Ces facteurs déterminent la force et le sens du "vent de liberté" qui souffle dans les pays arabes et marque vraisemblablement une page nouvelle de leur histoire aussi importante que la Nahda, la création de l'État d'Israël ou le nassérisme.

La crise financière internationale s'est traduite par un ralentissement économique mondial. Dans les pays du Sud de la Méditerranée notamment, elle s'est manifestée avec un certain décalage et a emprunté plusieurs canaux de transmission : le ralentissement des investissements directs étrangers, la réduction des transferts de fonds des travailleurs immigrés (aussi bien en Europe que dans le Golfe), la contraction de la demande extérieure en matière de biens et de services et les incertitudes de l'industrie touristique.

Premier secteur touché l'emploi, (d'abord celui des jeunes nombreux et généralement éduqués) déjà affecté par les mesures de "libéralisation" économique prises dans le cadre des Programmes d'Ajustement Structurel du FMI et de la Banque Mondiale.

Au-delà des "bons résultats" au plan macro économique régulièrement salués par les institutions internationales, le quotidien des couches populaires est marqué par un accroissement des difficultés de vie, la cherté croissante des services et la non prise en compte

de leur situation par les pouvoirs qui n'hésitent pas à afficher une richesse insolente produite par un affairisme généralisé.

La pauvreté aggravée par le manque de perspectives pour la jeunesse d'un côté, le mépris et la "hogra" de dirigeants autoritaires verrouillant toute expression citoyenne indépendante de l'autre, sont à l'origine des explosions populaires tunisienne et égyptienne.

Mais les causes sociales ne sont pas la seule raison des soulèvements populaires.

Au Yémen et à Barhein, la révolte contre la présence étrangère et la domination des États-Unis a joué un rôle dans le développement des événements, tout comme, dans la chute de H. Moubarak, la question palestinienne et l'insupportable blocus de Gaza (y compris par les autorités égyptiennes).

Des luttes qui ne datent pas d'aujourd'hui

Incontestablement, les Nouvelles Technologies de Communication contribuent aux mouvements (en Égypte, selon l'O.N.U, le nombre d'utilisateurs d'internet représentait, fin 2010, 24,5% de la population et celui de Facebook à peu près 7%). Mais leur apport est plus d'ordre informationnel qu'organisationnel, encore moins politique stricto sensu.

Par contre, les problèmes sociaux et économiques étaient depuis longtemps au cœur d'actions des forces progressistes pourchassées par des régimes dictatoriaux qui bénéficiaient du soutien des États-Unis, de l'Union Européenne et de l'Internationale Socialiste (dont les partis de Z.A Ben Ali et H. Moubarak sont demeurés membres jusqu'à leur chute).

En Égypte, les luttes ouvrières violemment réprimées en 2008 et 2009 ont donné naissance à de nouveaux syndicats indépendants de la centrale syndicale contrôlée le régime.

En Tunisie, le mouvement social a été déterminant pour arracher l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens à la main mise du parti-État, fédérer et relayer l'exigence d'une refondation démocratique des institutions républicaines.

Les cas de la Libye et de la Syrie

Pris de court par d'authentiques révolutions démocratiques en Tunisie et en Égypte, les supports occidentaux des autocrates renversés n'ont pas tardé à passer à la contre offensive.

Si dans un premier temps, on a vu le gouvernement de N. Sarkozy et sa pitoyable ministre des Affaires étrangères M. Alliot-Marie tenter de sauver le régime de Z.A Ben Ali, très rapidement Washington, Paris et Londres ont tout mis en œuvre pour tenter de se refaire une virginité et surtout récupérer à leur profit la revendication démocratique dans plusieurs pays clef pour leur stratégie mondiale (Barhein, Yémen, Libye et Syrie).

A Barhein, le régime a été sauvé par l'intervention militaire de l'Arabie Saoudite (au nom d'un mandat de la Ligue Arabe complètement instrumentalisée par les États-Unis). Au Yémen, Washington a joué sur les divisions ethniques et bombardé le sud au prétexte d'une toujours très opportune présence d'Al Qaïda

En Libye et en Syrie, pays où l'absence de démocratie et la chasse aux opposants étaient patentées, les problèmes sociaux et économiques n'ont pas été à la source de mouvements s'appuyant et s'articulant sur le Département d'État des États-Unis, Paris et Londres.

En Libye -où les services secrets français et britanniques étaient à l'œuvre depuis des mois- la

Résolution 1973 de l'O.N.U prise au prétexte fallacieux de protection des civils, il s'agissait, au mépris de toute souveraineté nationale, d'abattre avec l'aide de l'OTAN, le régime de M. Kadhafi en instrumentalisant les oppositions régionales et tribales historiques.

Objectif pour les milieux dirigeants français et anglais et les compagnies pétrolières et gazières qu'ils représentent : s'accaparer la part du lion dans le cadre d'une nouvelle répartition de l'exploitation des ressources naturelles.

Au plan politique ; les principales figures du Conseil National de Transition et du "nouveau" régime -qui a repris le drapeau royal des Idrissides- sont pour la plupart issues des hautes sphères kadhafiennes dont elles ont été des acteurs de premier plan. A leur côté, certains anciens opposants islamistes catalogués par Washington, jusqu'à une période récente, comme "terroristes".

Plus que d'un réel mouvement démocratique, la fin de la Jamahiriya libyenne ("l'État des masses") est due une sanglante ingérence étrangère : aux 8000 bombardements de l'OTAN et à l'encadrement des "Rebelles" armés par des techniciens militaires français et britanniques.

Depuis le 15 mars, la Syrie connaît dans certaines zones, elle aussi des manifestations dont la dure répression sert de prétexte "humanitaire" à des tentatives de déstabilisation par les États-Unis et l'Union Européenne pour obtenir une modification radicale de la politique régionale.

Par son refus de faire la paix avec Israël aux conditions israéliennes, son soutien à la résistance palestinienne et ses liens avec l'Iran, la Syrie des El Assad dérange les plans de Washington qui entend, en outre, parvenir à la fermeture de la base navale russe de Tartous dont les travaux s'achèveront en 2012 et permettront à la Russie de renforcer sa présence en Méditerranée et dans l'Océan Indien en évitant le passage par les détroits contrôlés par la Turquie, membre de l'OTAN.

Qualifier de "révolutions" toutes les révoltes populaires arabes ne correspond pas à la complexité des situations. Car, en même temps qu'elles expriment comme jamais de réelles revendications démocratiques, elles ont à éviter les pièges que leur sont tendus avec leurs énormes moyens Washington et ses alliés.

Multipolarisation ou multilatéralisme

par Nils Andersson,
politologue

Le déclin démographique des puissances occidentales (auxquelles il faut ajouter le Japon), qui de surcroît sont prises dans le cyclone d'une crise systémique du capitalisme et subissent la concurrence de nouvelles puissances économiques, induit un mouvement de multipolarisation du système des relations internationales. Il ne s'agit pas d'un fait mineur, conjoncturel, mais le signe du passage à un nouvel ordre international. Ce nouvel ordre qui se profile fait suite au bipolarisme du sortir de la Seconde Guerre mondiale dominé par la confrontation Est-Ouest, au tripolarisme imposé par les mouvements de libération cristallisés par Bandung et le groupe de 77 et à l'unipolarisme étatsunien que George Bush Jr a symbolisé dans tous ses excès après l'implosion de l'Union soviétique.

Dans un temps très court, vingt ans après la proclamation de la « fin de l'Histoire », le centre que constituent les sept principales puissances capitalistes, s'il reste prépondérant, n'est plus hégémonique. De nouveaux rapports de force, résultant de la mondialisation économique et financière, ont obligé les puissances appartenant au G7 à associer à leurs conciliabules de nouvelles puissances dans le G20 pour décider de l'ordre du monde. Nouvelles puissances avec lesquelles elles devront très vite partager leur pouvoir jusqu'ici réservé, c'est là un tournant historique. Certes, la capacité stratégique militaire (force de frappe, sophistication des armes, dispositif globalisé) des puissances occidentales demeure supérieure, ce qui les autorise encore à jouer un rôle de « régulateur » de l'ordre mondial, mais les échecs militaires en Irak et en Afghanistan, les achoppements en d'autres lieux dévoilent les limites et les impasses de la politique de la canonnière. Dans ce contexte un enjeu majeur est que le multilatéralisme prévale sur la multipolarisation.

En marge du système de Nations Unies qui s'inscrit dans un projet universel et multilatéral, la multipolarisation peut prendre des formes différentes. La multiplication des organismes politiques, économiques, financiers, commerciaux mais aussi militaires en est une forme.¹ Il s'agit le plus souvent de vouloir défendre des intérêts et des politiques régionales au niveau d'un continent ou d'une zone géographique, mais ces organisations peuvent avoir des projets antagonistes à l'exemple du MERCOSUR et de l'ALCA dans les Amériques.

Toutefois, il ne s'agit pas là de la forme de multipolarisation qui nous intéresse. Ce processus d'organisations régionales engagé dès la fin des années 1940 dans le contexte de la guerre froide, qui s'est étendu avec l'accès à l'indépendance de nombreux États et accentué sous la houlette de l'économie de marché depuis les années 1980, participe à la marge du mouvement de polarisation. Si ces institutions répondent à des objectifs expansionnistes ou protectionnistes, participent des confrontations économiques et, s'il y a lieu, à leurs prolongements militaires, elles s'inscrivent d'abord à l'intérieur d'aires géographiques.

Il en va différemment quand des organismes ont comme finalité, à l'encontre du multilatéralisme, de se substituer aux Nations Unies pour assurer la « gouvernance » du capitalisme et s'attribuent le rôle d'un « gouvernement mondial », à l'exemple du G7 et du G20, ou de l'OTAN, qui intervient comme bras armé de l'économie de marché par l'octroi de prérogatives de l'ONU inscrites dans la Charte. Il s'agit là d'un transfert de pouvoir et de compétences à des organismes globalisés, non universels, dans lesquels on décide entre soi et pour soi de l'ordre du monde.

Certes, le droit de se réunir existe pour tout État, mais aucun État ou groupe d'États n'a la légitimité ni n'a reçu mandat de décider du devenir de la planète. Mais, à l'encontre de toutes les règles du droit international et du principe, affirmé dans le Préambule de la Charte, sur « l'égalité des nations, grandes et petites », les principales puissances se constituent en Directoire, accentuant ainsi les inégalités du système des relations internationales et celles entre les nations et les peuples.

Le BRICS pourquoi ?

Dans la toile du système des relations internationales, quel rôle joue le BRICS, participe-t-il du processus de polarisation, s'agit-il d'un directoire politique, économique, militaire ? Premier constat, les États membres du BRICS adhèrent à des organisations régionales,² et ils participent à des directoires qui décident des politiques économiques, financières, militaires, écologiques touchant à des choix de société et au devenir de la Terre.

La Chine et la Russie sont membres permanents du Conseil de sécurité, la Russie est membre du G8 et du G20, l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et l'Inde sont également membres du G20, les cinq pays du BRICS, la Russie avec un statut d'observateur, participent à l'OMC, ils sont membres du FMI, enfin la Russie à un partenariat avec l'OTAN.

Le fait que les puissances occidentales ayant constaté que « des pays émergents ne soient pas représentés au sein du G7 amenuise la capacité de ce dernier de traiter adéquatement de certaines questions relatives à l'évolution du système économique et financier international »,³ leur intégration dans le G20 montre que la situation n'est nullement celle de la confrontation bloc contre bloc que l'on a connue durant la guerre froide.

Pour autant les contradictions sont suffisamment importantes entre les principales puissances capitalistes et les puissances émergentes pour qu'en juin 2009, sept mois seulement après l'officialisation du G20 lors du sommet de Washington, se tienne le premier sommet du BRIC, devenu le BRICS en 2011.⁴ Il s'agit là d'un acte clair de polarisation face au G7, qui est le cœur du dispositif économique-financier occidental, l'OTAN l'étant dans le domaine militaire.⁵

Autre distinction avec la bipolarisation au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la confrontation principale n'est pas idéologique, même si la composition du BRICS peut susciter des réminiscences de tiers-mondisme, chacun de ses membres est rallié et adhère à l'économie de marché ; il s'agit d'abord de leurs intérêts propres. Je reviens à ce propos sur un échange à France 24 avec un porte-parole de l'UMP : ayant fait entendre que dans le G20, l'Inde n'allait pas défendre les intérêts du Bhoutan, l'Afrique du Sud ceux du Niger ou le Brésil, ceux du Paraguay, mais qu'ils défendraient leurs intérêts de puissances régionales, la réponse du porte-parole fut : oui, mais quelle est l'importance du Bhoutan, du Niger ou du Paraguay ? Nous sommes là au cœur de la question polarisation ou multilatéralisme.

Il faut naturellement prendre en considération les déséquilibres qui existent entre les deux pôles. Ainsi le PIB des pays du BRICS (prévisions pour 2011), ne représente que 34,7% du PIB des membres du G7 et les budgets militaires de l'Organisation de coopération de Shanghai (en se référant aux statistiques du SIFRI pour 2009), ne sont que 16,7% des budgets militaires des pays membres de l'OTAN. Il convient cependant de ne pas tirer des conclusions hâtives de ces chiffres, ce serait ignorer deux autres comparaisons essentielles : celle de la population, les pays du G7 ne représente que 25,7% de la population des pays appartenant au BRICS et celle de la croissance, selon les prévisions du FMI, en 2015, 61% de la croissance mondiale seraient assurés par les cinq membres du BRICS. Quels sont les facteurs déterminants pour les rapports de force à venir ? Poser la question c'est y répondre.

Le BRICS comment ?

Les pays membres du BRICS constituent-ils un pôle, si ce n'est uni, convergent ? C'est un commentaire entendu et répété de souligner leurs divergences. Touche d'ironie : il est vrai qu'il n'y a aucune discordance entre les États-Unis, l'Europe et le Japon et que la compacité politique de l'Europe est reconnue par tous.

S'il faut qualifier le BRICS, on peut reprendre la définition du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov: « il s'agit avant tout d'une alliance géopolitique ». L'objectif déclaré du BRICS est de s'opposer à l'hégémonie occidentale dans la conduite du monde, d'abord à l'ONU. C'est là une question primordiale, parce qu'il n'est pas d'autre institution universelle ayant pour mission de « maintenir la paix et la sécurité mondiale ». Il n'est pas d'autre institution fondée sur le principe du multilatéralisme, il n'en est pas d'autre qui soit porteuse des valeurs inscrites dans le Préambule de la Charte et, de plus, elle exprime, au sortir des deux conflits mondiaux, l'aspiration des peuples du monde au « plus jamais ça ».

Cela étant, pour s'opposer à la tutelle des directoires, des principes existent sur lesquels doivent se fonder nos sociétés et le système des relations internationales. Ainsi, comme dans la Déclaration universelle des droits de l'homme il est affirmé que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits », le préambule de la Charte des Nations unies affirme « l'égalité des nations, grandes et petites ». Ce fondement de l'ONU selon lequel en son sein les peuples sont égaux en dignité et en droit a été originellement détourné par l'introduction du droit de veto. Que le BRICS dise vouloir apporter une solution à ce serpent de mer qu'est la réforme du Conseil de sécurité, devrait soulever quelques espoirs. Il est cependant peu probable que le BRICS veuille toucher au privilège du droit de veto dont dispose la Chine et la Russie et que revendiquent l'Inde et le Brésil.⁶

Retenons que le BRICS a réaffirmé son attachement à la diplomatie multilatérale au sein de l'ONU en tant qu'arène jouant un rôle central dans la gestion des défis et menaces mondiaux. Précisément à ce propos, suite à l'intervention de l'OTAN en Libye, le 15 avril 2011, dans la déclaration finale de la réunion de Sanya, les pays membres du BRICS se disent « profondément inquiet face aux troubles au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et de l'Ouest », ajoutant que « les résolutions du Conseil de sécurité devraient être appliquées (...) en accord avec leur lettre et leur esprit » et rappelant que « nous partageons le principe selon lequel l'usage de la force doit être évité ».

Cette déclaration a été un acte fort. D'une part l'Afrique du Sud qui avait voté la résolution 1373 au Conseil de sécurité de l'ONU se rangeait entièrement à la position des quatre autres membres du BRICS qui se sont abstenus et d'autre part les efforts de médiations de l'Union africaine sous la conduite du président sud-africain sont soutenus. Mais surtout, la déclaration fait entendre qu'aucun élargissement de la résolution 1373 ne sera accepté par les pays membres du BRICS et, plus encore, qu'il sera très difficile de les convaincre d'engager d'autres interventions sous couvert du « droit d'ingérence humanitaire » ou du « devoir de protéger ».⁷ D'autant que, depuis l'adoption de la résolution sur le « droit d'ingérence humanitaire » en 1988 le Brésil, mais aussi l'Inde, ont toujours fait entendre leurs réserves sur l'utilisation de ce concept.

Tout ce qui peut contribuer au respect du droit international et à la prééminence de l'ONU en matière de sécurité mondiale et de menaces contre la paix est appréciable, faudrait-il encore que des engagements concrets - moyens d'interposition et humanitaires, sanctions effectives dont les populations ne soient pas les victimes - accompagnent les déclarations de principe.

Si le BRICS n'est pas une alliance économique, ses participants sont unis dans la critique de la politique économique du G7 et la réforme de la « gouvernance » économique mondiale est à l'ordre du jour de leurs réunions. Une attention particulière est accordée au système des quotes-parts au FMI afin de modifier le rapport de force au sein de l'institution. À eux

cing, les membres du BRICS ne disposent que de 11,04% des quotes-parts de vote, ce qui leur interdit le droit de blocage fixé à 15% (droit que seuls les États-Unis et l'Union européenne possèdent). La quatorzième révision des quotes-parts, qui pourraient entrer en vigueur en 2013, leur accordera-t-elle ce droit ? La question reste posée.⁸

Toujours dans le cadre du FMI, les membres du BRICS demandent que le panier de monnaies (dollar EU, euro, livre sterling et yen), qui fixe la valeur du DTS (Droit de tirage spécial), soit élargi à d'autres monnaies, notamment au yuan. Cependant les pays du BRICS ne peuvent pas sur cette dernière proposition être unis car le cours du yuan a des effets très dommageable sur les économies du Brésil (manufacture) et de l'Afrique du Sud (industrie textile) et, avec l'Inde, ces pays, comme les États-Unis demandent une réévaluation de la monnaie chinoise. Réponse partielle à cette question, afin de faciliter les échanges commerciaux, des lignes de crédit dans les monnaies nationales sont ouvertes entre les cinq pays.

Par contre tous s'accordent pour la mise en concurrence du dollar comme unique monnaie de réserve et d'échange. La nouvelle phase de la crise économique et financière pose cette question avec une acuité particulière : quelles solutions sont envisagées ? Soit un retour aux discussions de Bretton-Woods, en reprenant la proposition de Keynes d'une monnaie d'échange internationale (le « bancor »), soit plusieurs monnaies de réserve. Les réserves de change des États membres du BRICS lors du second trimestre 2011 étaient de l'ordre de 4783 milliards de \$9, soit six fois celles de l'Eurozone ! Cela donne au BRICS une réelle capacité d'intervention de diversifier les monnaies de réserves.

Le BRICS s'inscrit donc clairement, qu'il s'agisse du système économique, financier, ou des relations internationales, dans un processus de polarisation entre les puissances impérialistes historiques et les puissances émergentes. Toutefois, si les positions du BRICS marquent une critique de l'économie libérale de marché dans son fonctionnement, le système capitaliste n'y est en rien contesté.

Le Brics, quelle voie ?

Le BRICS, un Bandung bis ? On comprend que la période historique n'est pas la même - la bipolarité est-ouest et la décolonisation exacerbent alors les contradictions. Mais cela étant, quels pays furent à l'initiative de la conférence de Bandung : la Birmanie, Ceylan, l'Inde et le Pakistan ? L'Inde, dont le premier ministre Nehru avait, un an auparavant, exigé le départ des observateurs étatsuniens du Cachemire, refusé une aide militaire de Washington et qui venait de signer un traité d'amitié et de coopération mutuelle avec la Chine. Le Ceylan (Sri Lanka) qui, avec madame Bandaranaike, premier ministre, sur des positions nationalistes, se rapproche de l'URSS. Mais s'agissant des autres États invitants, le Pakistan a comme président Ayub Khan, à la tête d'une dictature militaire proche des États-Unis, et la Birmanie vit sous la férule du général Ne Win ayant accédé au pouvoir par un coup d'état. La dynamique des luttes de libération nationale et du courant tiers-mondiste donneront un autre sens à la Conférence et feront que, de ces initiateurs, seul Nehru sera, avec Nasser, Chou-en-Lai et Tito une figure de Bandung.

L'histoire est surprenante, rien ne permet d'imaginer l'avenir du BRICS ; mais il est une différence fondamentale, le mouvement des non-alignés était ouvert à tous les pays opposés à l'ordre colonial, alors que le BRICS est un organisme dans lequel (comme dans le G7 ou le G20) on se coopte sur des critères de puissances régionales et que l'on s'y inscrit dans une logique multipolaire,¹⁰ autrement dit une voie opposée au multilatéralisme.

Le basculement géopolitique que représente la fin de l'unipolarisme, le pire des mondes, ne peut que nous satisfaire, mais un monde pluripolarisé, livré à l'arbitraire des intérêts particuliers des puissances actuelles et à venir, n'est pas « un ordre mondial fondé sur des

règles claires et partagées par tous ». L'objectif décisif à faire prévaloir dans le système des relations internationales demeure le multilatéralisme : la grenouille ne devient pas alors plus grosse que le bœuf ; chaque nations à ses réalités historiques, spatiales, humaines, économiques, militaires qui font qu'elles ne sont pas égales, mais le principe de « l'égalité des nations, grandes et petites », demande de s'opposer au meilleur des mondes de tous les réalistes, celui des réunions bilatérales où s'impose la loi du plus fort, celui des Directoires, où les participants se cooptent et où, entre affiliés, ont décide pour soi et pour les autres. Le BRICS peut-il participer à ouvrir la voie au multilatéralisme ?

Le Brésil et les BRICS. Agir dans un monde de blocs

Obey Ament
chercheur

En 2003 Luis Inacio Lula da Silva, le candidat du Parti des Travailleurs, prenait la direction du pays sans disposer d'une majorité de gauche au parlement. Son Parti et ses alliés communistes, travaillistes et socialistes ont du former une coalition avec le Parti du mouvement démocratique brésilien, de centre droite, et d'autres petites formations de droite. La politique économique mise en œuvre a donné une certaine continuité à celles du gouvernement du social-démocrate Fernando Henrique Cardoso : rigueur et austérité budgétaires, priorité au paiement de la dette et des mesures pour rassurer les marchés. Cette rigueur n'a pas empêché la mise en œuvre d'une politique volontariste de distribution des richesses et de lutte contre la pauvreté. Sur le plan international, le gouvernement a défendu des principes que d'autres, même à gauche, considéraient comme dépassées : autodétermination des peuples, non intervention, respect de la souveraineté des États sans nier les interdépendances. Pour Celso Amorim, le Ministre des Relations Extérieures, Lula da Silva a introduit dans sa politique extérieure un fort sens de la solidarité et la notion d'audace¹.

Une sorte de ré-actualisation progressiste des politiques « développementistes » pratiquées avant la période néo-libérale a eu lieu avec une aspiration à l'autonomie vis à vis des puissances et le retour à une conception d'un État qui agit pour créer les conditions du développement et intervient en soutenant les secteurs dynamiques de l'économie, notamment l'industrie et l'agro-industrie. Sa politique extérieure sert sa stratégie de développement en essayant de modifier son environnement régional et international.

Dilma Rousseff, qui a succédé en 2011 au président Lula da Silva à la présidence, a fait siennes ces politiques. En avril 2011 elle déclarait : « Une politique étrangère d'un pays est plus que sa projection globale, elle est aussi une composante essentielle d'un projet national de développement, spécialement dans un monde de plus en plus interdépendant ».

Le choix de renforcer les productions nationales, de diversification des partenaires commerciaux et de conquête des marchés amènent le Brésil à contester les règles et le fonctionnement proposés par les puissances industrielles à l'OMC. Sur le plan politique, le Brésil cherche à réduire la concentration des pouvoirs entre les mains de quelques puissances et a faire avancer des réformes des institutions multilatérales allant dans le sens de la construction d'un nouvel ordre international.

Pour Valter Pomar, qui a été chargé des relations internationales du Parti des travailleurs, dès le début la politique extérieure du Brésil a été « orientée avec l'objectif de défendre les intérêts nationaux, de chercher une voie de développement et de renforcement de l'État, de transformer le Brésil en l'un des pôles ou une partie intégrante de l'un des pôles de pouvoir sur la scène internationale »². Plus exactement, il s'agirait de faire de l'Amérique du Sud un pôle de pouvoir fondé sur l'amélioration de ses capacités et sur une synergie productive. Cette politique extérieure, toujours selon Valter Pomar, a été impulsée par une vision critique du néo-libéralisme et du rôle des États Unis.

Pour Samuel Pinheiro Guimarães, qui a été Secrétaire général des Relations Extérieures du Ministère des Relations Extérieures entre 2003 et 2009, le monde dans lequel le Brésil doit agir se caractérise par une globalisation asymétrique structurée dans un monde de blocs. Les capitaux se concentrent de plus en plus, on assiste à une « oligopolisation des marchés », le pouvoir politique idéologique, technologique et militaire est entre les mains des pays développés. L'arbitraire et la violence s'imposent, les principes de non-ingérence et de

d'auto-détermination ne sont plus respectés et les idées de coopération sont en recul.

Les normes et règles négociées dans les forums internationaux obéissent aux critères des pays « centraux » qui essaient d'élargir leurs privilèges et présentent leurs « solutions » comme bénéfiques pour la communauté internationale et habillent leurs objectifs « en objectifs pour toute l'humanité ».

Dans ce monde de grands blocs les pays en développement doivent s'unir pour défendre leur droit au développement, à l'autonomie politique et à la participation effective à la prise des décisions³. Les priorités de la politique extérieure brésilienne répondent à cette vision : nécessité de construire un bloc sud-américain, développer des relations Sud-Sud et participation active dans les institutions où se décident et sont mises en œuvre les règles et normes internationales.

L'intégration latino- américaine et la coopération Sud/Sud

L'intégration de l'Amérique du Sud, question géopolitique, est la possibilité de se donner un environnement favorable pour son propre développement et la force d'un bloc. C'est autour du Mercosur (Marché commun sud-Américain) que s'est formé le bloc qui a rejeté en 2005 la proposition des États Unis de créer une Zone de libre échange des Amériques (ALCA). En 2008 était fondée l'Union des nations Sud- Américaines, puis en février 2011 l'ensemble des pays de l'Amérique latine ont créé officiellement la Communauté des États latino-américains. La Banque du Sud en construction devra aider au financement des projets de développement social et d'intégration physique régionale par le développement d'infrastructures (routes, oléoducs, ports ...) Un Conseil de sécurité et de défense sera le cadre de concertation et de coopération pour la protection des richesses naturelles du continent.

Dans tous ces processus, qui excluent la participation des États Unis, le Brésil a joué un rôle de premier plan.

Dans le prolongement de cette vision des relations Sud/Sud, le Brésil a diversifié ses relations politiques et commerciales avec un nombre important de pays d'Afrique, du Moyen Orient et d'Asie.

Le Brésil considère ce continent comme comme une frontière atlantique avec une importance géostratégique d'intérêt vital. Cette vision est l'un des éléments qui fondent les réserves exprimées par Nelson Jobim, le Ministre de la Défense du gouvernement de Lula da Silva, vis à vis de la nouvelle stratégie adoptée par l'OTAN lors de son sommet de Lisbonne en 2010 qui prévoit la possibilité d'interventions au delà de l'Atlantique nord⁴.

Entre 2003 et 2010, les échanges commerciaux avec ce continent sont passés de 3,5 milliards à 18,5 milliards de dollars. Les entreprises brésiliennes sont présentes dans les secteurs de la mine, les infrastructures, l'électricité et le pétrole.

Avec l'Afrique du Sud, avec qui le Brésil a créé le groupe IBSA (Inde-Brésil -Afrique du Sud) prédécesseur des BRICS, un partenariat stratégique a été mis en place. et le commerce bilatéral est passé de 659 millions en 2002 à 2,5 milliards en 2008.

Le Brésil s'est aussi rapproché des pays du Moyen Orient. Avec la Turquie, le Brésil a voulu démontrer la possibilité d'une issue par le dialogue à la confrontation entre l'Iran et les États Unis et l'Union européenne en proposant le respect du droit à l'énergie nucléaire civil des pays en développement et un enrichissement dans des pays tiers du combustible nécessaire pour le nucléaire iranien. L'État Palestinien a été reconnu sans rompre avec Israël. Il a reçu les présidents iranien et syrien et a facilité la tenue des sommets des Chefs d'État de l'Amérique du Sud – pays Arabes.

Les relations commerciales et politiques avec la Chine ont pris une importance sans précédent. Beijing est le premier partenaire commercial du Brésil depuis 2009, et le premier client des exportations brésiliennes alors que la Chine est la deuxième source des importations brésiliennes après les États Unis.

Les BRIC, une étiquette devenue un mécanisme de concertation politique

Depuis les années 90, le Brésil participe à des groupes informels autour d'objectifs concrets. Avec l'Allemagne, le Japon et l'Inde il a constitué le G-4 qui proposait une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU. En 2003, lors de la rencontre de Cancun de l'OMC le Brésil a pris la tête des pays en développement qui contestaient les propositions des puissances de libéralisation commerciale, puis, avec l'Inde et l'Afrique du Sud, le mécanisme de coopération IBSA a été créé. Avec la crise de 2008, le G-8 a accepté d'intégrer des pays émergents dans un G-20. Bien que les mesures décidées face à la crise soient encore loin de répondre à ses revendications, le gouvernement brésilien considère que l'existence même de ce groupe est déjà une reconnaissance du rôle des pays émergents dans le monde actuel. Il voit comme un succès l'augmentation des parts quota pour les pays en développement au FMI négociée dans ce cadre.

En 2006, la Russie a proposé, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, une première rencontre informelle des pays émergents que Goldman & Sachs avait identifiée comme le groupe « BRIC » (Brésil, Russie, Inde et Chine) et qui allaient "changer l'horizon économique global". Cinq années plus tard, avec la participation de l'Afrique du Sud depuis 2010, trois sommets au plus haut niveau ont eu lieu et des convergences politiques sur les grandes thèmes globaux ont été identifiés : l'avenir de la « gouvernance mondiale et du multilatéralisme. Des Ministres et hauts fonctionnaires se rencontrent pour mettre au point des projets de coopération sur des terrains tels que la coopération financière ou en matière de la justice, l'agriculture et l'énergie, la coopération entre banques de développement....

Le partenariat entre États BRICS crée une synergie sur la base de la réalisation d'objectifs communs, même si les motivations ne sont pas toujours les mêmes : modifier les équilibres internationaux, favoriser le multilatéralisme et agir pour un nouvel ordre international dans un contexte d'affaiblissement de l'hégémonie des États Unis et de crise profonde du capitalisme et de ses institutions.

Dans un monde de blocs, multipolaire, les BRICS devront, selon Celos Amorim, « se consolider en tant que bloc contribuant à équilibrer et à démocratiser l'ordre international au début du siècle »

Participer aux instances internationales pour préserver son autonomie et souveraineté

En 2003, après l'occupation de l'Irak par les États Unis, le président Lula a dénoncé la « tendance à discréditer » et à « désinvestir » l'ONU de son autorité politique alors que sa tâche principale devrait être celle de « préserver les peuples du fléau de la guerre et chercher des solutions négociées. Il a estimé la réforme de l'ONU, née du rapport de forces issu de la deuxième guerre mondiale, comme « impérative ». L'élargissement de son Conseil de sécurité et le renforcement de l'autorité de son Assemblée générale sont nécessaires pour lui redonner une légitimité et une efficacité réelle. Son Conseil économique et social doit participer activement à la construction d'un ordre économique et social plus juste⁵. Le Brésil a soutenu la création du nouveau Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU et la prise en compte des concepts de « sécurité humaine » et de « responsabilité de protéger » mais il

a mis en garde contre « l'illusion de croire que nous pouvons combattre les politiques disfonctionnelles et la racine des violations graves des Droits humains avec des moyens militaires ou même des sanctions économiques au détriment de la diplomatie et de la persuasion »⁶

Pour Dilma Rousseff, « les politiques impériales, les affirmations catégoriques et les sempiternelles réponses guerrières ne sont plus acceptables » Donner une importance effective à la question de la paix et de la sécurité passe par une prise en compte du nouveau rapport des forces. Les décisions concernant la paix « doivent être prises par des groupes plus représentatifs et donc plus légitimes »⁷

Lors de leur III^e sommet à Sanya les participants, ont donné une place centrale au multilatéralisme et ont convergé sur l'idée d'une réforme du Conseil de sécurité et ont apporté leur soutien à « l'aspiration de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud à jouer un rôle plus actif » à l'ONU. Cette dernière formulation montre les limites de cette convergence ; La déclaration ne reprend pas à son compte l'aspiration du Brésil et de l'Inde à joindre des membres permanents du Conseil de sécurité et reste vague. La Chine et la Russie, membres permanents du Conseil de sécurité ne semblent pas prêts à négocier leur pouvoir de veto et prennent en compte d'autres enjeux que celui de la démocratisation de l'ONU. Par exemple, il n'est pas sur que la Chine voit d'un bon œil l'entrée de l'Inde au Conseil de sécurité.

En cohérence avec la position sur le rejet du recours à la force, la déclaration adoptée lors de ce sommet soutient les propositions que l'Union Africaine a adopté au début du conflit libyen et appelle les parties à résoudre leurs divergences par des moyens pacifiques et par le dialogue dans le cadre de l'ONU. Cette position s'est traduit par l'abstention des cinq pays lors du vote de la résolution 1973 qui ouvrait la possibilité d'une intervention des pays de l'Otan mais ni la Russie ni la Chine ont opposé leur veto.

Participer aux institutions financières, changer le FMI

Ses choix politiques ont permis au Brésil de faire face à la crise grâce à un marché intérieur renforcé par des millions de personnes qui ont vu leur niveau de vie s'améliorer et grâce à une diversification de ses relations commerciales. Le Brésil connaît une forte croissance depuis des années et après avoir été l'un des pays des plus endettés de la planète, il est devenu un pays créditeur du FMI. Avec l'Inde, la Chine et la Russie, il fait partie des dix plus grands de ses actionnaires⁸. Sa participation au commerce mondial et dans les flux d'investissements détermine ses préoccupations quant aux questions monétaires. Le Brésil travaille pour « changer la géographie politique et commerciale du monde » a déclaré le président Lula da Silva.

Le gouvernement brésilien a affirmé à plusieurs reprises le fait que l'origine et la responsabilité de la crise actuelle se trouvent dans les puissances industrielles et non pas au Sud et considère que les institutions de Bretton Woods ont montré leur manque de légitimité et leur inefficacité. Le « Nord » doit assumer le fait que des pays émergents occupent de plus en plus une place déterminante dans l'économie mondiale et leur avis doit être prise en compte dans la recherche d'une issue à la crise. Avec le soutien des BRICS le Brésil revendique une plus grande participation des pays en développement dans les organismes de direction du FMI. Ils soutiennent l'idée d'un G20 qui s'institutionnalise et devienne le principal forum pour la coopération économique internationale.

Lors de l'élection du nouveau Directeur en remplacement de Dominique Strauss Khan, les BRICS se sont opposés à « la convention non écrite et obsolète » qui stipule que ce poste doit revenir à un européen. Finalement le Brésil, comme ses partenaires des BRICS, ont accepté l'élection de Christine Lagarde tout en rappelant la nécessité d'ouvrir la composition

des équipes de direction, la nécessité de donner la priorité au suivi des économies avancées, une meilleure connaissance des expériences nationales et la modernisation des « lignes de pensée » en dépassant la prééminence des idées imposées par les économies avancées⁹.

Au sommet de Sanya, les BRICS, qui sont confrontés aux problèmes résultant de l'hégémonie du dollar, ont proposé la réforme du système monétaire international et un débat sur le rôle des Droits de tirage spéciaux « et y compris la composition d'un panier de monnaies transnationales des DTS » et on proposé le renforcement des régulations.

Pour le Brésil, le mécanisme BRICS est une réponse aux défaillances du système multilatéral et un cadre informel et flexible qui permet une concertation politique et laisse à chaque État la liberté de ses actions souveraines. Les BRICS n'ont pas de Charte fondationnelle, ni organe exécutif ni fonds propres. Ses intégrants formant un bloc fondé sur des projets de coopération sur des thèmes concrets. Cette relation se renforce par des relations commerciales et économiques en expansion et par l'apport des financements communs pour des projets de développement. Des possibilités de création d'une entité inter-bancaire sont à l'étude.

Selon l'ancien Ministre des Relations Extérieures, le groupe devrait « se consolider en tant que bloc contribuant à équilibrer et démocratiser l'ordre international au début du siècle ». Pour Marco Aurelio Garcia, conseiller spéciale de la Présidence pour les questions internationales, le monde vit dans une « fragilité de la perspective unilatérale » alors qu'il existe un grand désir de multilatéralité ». Pour Dilma Rousseff, la nouvelle présidente brésilienne, les BRICS pourraient être « un organe intercontinental » de représentation des puissances émergentes¹⁰ et un moyen pour favoriser des relations de coopération et un outil « d'insertion souveraine dans l'économie globale de plus en plus interdépendante »¹¹

L'intégration de l'Afrique du Sud dans les BRIC : opportunités et risques

Raphaël Porteilla,
Credespo,
Université de Bourgogne

En répondant au message téléphonique du Ministre des Affaires Étrangères chinois le 24 décembre 2010, sa collègue sud-africaine pouvait sans peine déclarer qu'« il s'agit d'un beau cadeau de Noël ». L'Afrique du Sud venait d'apprendre que le groupe des BRIC acceptait de l'intégrer en son sein. Cette adhésion sera réelle le 14 avril 2011 lors de la première réunion à Sanya en Chine de ce qu'il convient dorénavant d'appeler les BRICS⁽⁴⁾.

Ce succès de la diplomatie sud-africaine -considéré ainsi par de nombreux observateurs- est le résultat d'un intense lobbying non seulement dans le cadre multilatéral informel ⁽⁵⁾ mais aussi aux Nations-Unies ou à l'OMC⁽⁶⁾. Si incontestablement, cette intégration contribue au renouveau de la coopération sud-sud⁽⁷⁾, elle conforte surtout son statut international de puissance émergente moyenne et africaine⁽⁸⁾. Puissance émergente moyenne, car elle réunit toutes les caractéristiques économiques et politiques même si en comparaison des (quatre) autres géants, elle présente un certain nombre de « déficits ». Africaine, car il s'agit du premier pays de ce continent à être à la fois si actif et persuasif sur la scène internationale et si courtisé par d'autres pays. Dans ce contexte, s'interroger sur l'intégration de l'Afrique du Sud au groupe BRIC revient à évaluer les opportunités que cela représente au regard des grands thèmes de sa politique étrangère⁽⁹⁾, pour ensuite en souligner le principal défi et les risques.

Les opportunités de l'intégration : le multilatéralisme au service des intérêts nationaux

En partant des principaux thèmes de la politique étrangère sud-africaine telle que définie depuis 1994⁽¹⁰⁾, il est possible de décliner les opportunités que représentent pour ce pays son intégration au groupe des BRIC. Et même si la mise en œuvre de ces thèmes a connu des adaptations et des évolutions tenant compte des circonstances et des personnalités de chaque Président, cette intégration semble bien être le fruit d'une volonté constante de faire de ce pays un acteur qui compte sur la scène internationale et continentale. Car c'est bien de cela dont il s'agit, en intégrant les BRIC, l'Afrique du Sud s'affiche encore plus

4 Voir la déclaration de Sanya du 15 avril 2011.

5 Notamment par l'intermédiaire du Business Unity South Africa (BUSA) créé en 2003. Sa principale fonction est de s'assurer que le monde des affaires sud-africain joue un rôle dans la croissance économique du pays.

6 Pour la seconde fois, l'Afrique du Sud est devenue membre du Conseil de Sécurité de l'ONU pour la période 2010-2012 après sa première désignation entre 2006-2007. Au sein de l'OMC, ce pays avec l'Inde et la Brésil est à l'origine de la création du G20+ en 2003 après l'échec de Cancun et avec ces trois pays, ils forment le Forum IBSA particulièrement actif. Voir le Monde Diplomatique, mars 2011.

7 Sur ce thème, Alternatives Sud, vol. 14-2007/3, Coalitions d'États du Sud, retour de l'esprit de Bandung ?

8 Jacob Zuma dira le 14 avril : « nous sommes très honorés par l'invitation. Elle témoigne du grand respect dont jouit notre pays au niveau international ». Comité pour l'Afrique du Sud, Paris, avril-mai 2011.

9 Voir Recherches internationales n°85, janvier-mars 2009 et African Affairs, n°438, janvier 2011.

10 Voir Dika Pierre-Paul, La nouvelle Afrique du Sud face à la mondialisation : les défis globaux d'une puissance africaine, L'Harmattan, Paris, 2008. Un livre blanc consacré à la politique étrangère est paru fin août 2011 et reprend les cinq thèmes présentés ci-dessous. Voir Weekly Mail and Guardian 29 août 2011.

comme un pays émergent du Sud, en capacité de peser dans de nombreuses discussions internationales et en créant des synergies avec d'autres pays émergents, de former un ou plusieurs forums d'échanges et de discussions, comme le laisse entendre la déclaration de Sanya⁽¹¹⁾.

Le premier thème concerne les principes fondamentaux de sa politique étrangère qui incluent la promotion des droits humains et de la démocratie, la promotion d'un monde en paix et le développement du continent africain et sous-tendent des engagements anti-impérialistes, anti-colonialistes et anti-néocolonialistes en matière de relations internationales. Même si cela relève pour l'essentiel du symbolique, (la Russie et la Chine ne sont pas des démocraties et ont en leur temps développé des politiques impérialistes), l'inclusion de l'Afrique du Sud peut contribuer à construire, sinon un acteur international légitime, du moins un espace d'échanges et de discussions susceptible de s'affirmer comme tel, de contester l'ordre international établi et de formuler des propositions alternatives fondés sur le respect de ces valeurs ; l'expérience sud-africaine peut de ce point de vue servir de boussole.

Le second thème lie étroitement activisme international et priorités nationales. L'inclusion de ce pays vise donc à aider à la réalisation des priorités nationales, au premier rang desquelles se trouve l'emploi tel que défini par le Nouveau Plan de Croissance élaboré en 2009 par le gouvernement de J. Zuma⁽¹²⁾. L'intégration doit aider à la création d'emplois en attirant de nouveaux investisseurs et/ou en augmentant les débouchés potentiels pour les entreprises sud-africaines par l'ouverture vers de nouveaux marchés, au-delà des ceux traditionnels, des USA et de l'UE. La Chine est ainsi devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud ; le Brésil et l'Inde ont accru de façon significative leurs échanges commerciaux avec ce pays.

Le troisième thème considère que la lutte anti-impérialiste n'est pas une relique du passé mais bien un enjeu contemporain important dans un monde dominé par les pays industrialisés et par une superpuissance hégémonique faisant du continent africain le terrain de jeu des intérêts occidentaux.

Intégrer les BRIC constitue pour ce pays le moyen de s'afficher (et d'être reconnue) comme un pays émergent à part entière doté de surcroît d'une image de respectabilité (bonne gouvernance, stabilité démocratique, médiateur écouté même si son dynamisme économique est relatif⁽¹³⁾) qui en retour sert l'image des BRIC, renforçant ainsi sa crédibilité. C'est aussi pour l'Afrique du Sud la possibilité d'apparaître (et d'être ?) comme un représentant du continent, protégeant ses intérêts dans les instances où elle sera (est) amenée à s'exprimer, même si cela a pu déjà créer de fortes tensions entre pays africains comme en témoigne les âpres discussions au sien de l'Union Africaine.

Dans ce sens, le quatrième thème de la politique étrangère sud-africaine consacre la notion de Renaissance africaine organisée autour du développement, de l'établissement de la démocratie et de la nécessité d'en finir avec les relations néo-coloniales, posant l'Afrique du Sud comme un représentant -si ce n'est le seul- du continent. Intégrer les BRIC représente donc l'opportunité d'accroître sa stature internationale et continentale et au-delà des jalousies observées, des tensions palpables et des rancœurs possibles, elle conforte l'idée

11 Cette déclaration, intitulée « Broad Vision, Shared Prosperity », revient souvent sur l'idée de plate-forme de dialogue et de discussions entre les Brics, avec les autres pays du Sud et les autres pays.

12 L'année 2011 a été déclarée année de l'emploi et le Nouveau Plan de Croissance envisage la création de 5 millions de postes d'ici 2020 de sorte à ramener le taux de chômage en dessous des 15%. Discours sur l'État de la Nation, février 2011.

13 Il n'y a pas de définition économique unique de la notion de pays émergent. L'Afrique du Sud en fait partie non en raison de ses performances commerciales ou économiques mais par un activisme diplomatique important, renforçant son *soft power*. Voir Soullé-Kohndou Folashadé, Puissances émergentes et multilatéralisme, Le cas de l'Afrique du Sud (1999-2008), L'Harmattan, Paris, 2010, p. 28-29.

que l'Afrique du Sud est une (la seule ?) porte d'entrée de ce continent. Considérée comme telle par les quatre BRIC, l'Afrique du Sud peut jouer de son rôle cardinal dans la construction de cette notion, dans sa mise en oeuvre à travers le NEPAD mais aussi à travers les nombreuses entreprises sud-africaines qui ont su s'implanter à travers tout le continent. L'enjeu n'est pas mince : l'Afrique subsaharienne représente en effet un marché potentiel d'environ un milliard de personnes d'ici 2040 et les quatre géants entendent bien être parmi les premiers bénéficiaires, ce qui dans une certaine mesure a déjà commencé avec la Chine et l'Inde.

Enfin, le cinquième thème porte sur la construction des forums multilatéraux de discussions et d'échanges entre les pays du Sud afin de donner une chance de bâtir un monde plus juste. De telles alliances doivent permettre de développer des stratégies concertées et de définir des agendas internationaux au sein desquels les problématiques des pays du Sud, et notamment de l'Afrique, doivent être prises en compte de sorte à instaurer des nouveaux équilibres dans les relations internationales. Pour l'Afrique du Sud, la participation à ce forum concrétise entièrement cette perspective à la fois comme représentant de l'Afrique mais aussi des pays du Sud. Et même si là aussi la part du symbolique est grande, le nouveau forum BRICS peut participer à la revitalisation de l'esprit de Bandung et du Mouvement des Non-Alignés et sans doute en contournant certains risques, à un ordre mondial plus juste et équilibré, ce que la déclaration de Sanya laisse clairement entendre⁽¹⁴⁾.

Défi et risques de l'intégration : marginalisation, oligarchisme et divisions

Toutefois, l'inclusion de l'Afrique du Sud au sein des BRICS a rapidement suscité des questions et des craintes, certains y voyant même des dangers potentiels. Un peu excessive, cette affirmation n'exclut cependant pas d'évaluer le principal défi à relever par ce pays et les risques engendrés par ce nouveau forum et cela même si le ton et le contenu de la déclaration de Sanya témoignent d'une réelle volonté d'apparaître le plus inclusif possible, se défendant ainsi de l'idée « d'un club fermé ».

Le défi principal pour l'Afrique du Sud est aussi le plus simple à formuler : quelle crédibilité peut avoir ce pays compte tenu des différences observables sur le plan humain, financier, commercial et économique et comment rivaliser avec ces quatre géants ? Ce défi a alimenté les critiques, y compris au sein de l'ANC⁽¹⁵⁾, autour de l'idée que cette intégration n'apportera rien au plan national et n'aura pas de conséquences bénéfiques pour les plus pauvres⁽¹⁶⁾. Certaines critiques ont même souligné que ces partenaires supposés vont devenir des concurrents bien réels dans plusieurs secteurs économiques si ce n'est déjà le cas (automobile, textile, etc.) et que des accords bilatéraux auraient suffi, d'autant que les différentiels de potentialités ont été accrus à la faveur de la crise financière internationale récente qui a plus touché l'Afrique du Sud que les quatre autres pays. Ces écarts inquiètent et font apparaître ce pays comme « le petit Poucet » des BRICS dont il est possible de craindre la marginalisation économique. Au-delà, l'intégration à ce forum fait aussi peser certains risques sur l'Afrique du Sud.

Le premier est la crainte de voir la constitution d'un forum certes multilatéral mais à tendance oligarchique ou dit autrement une forme de « minilatéralisme » réservé aux plus puissants des pays émergents. Cette forme de sélectivité délaisserait alors les PMA dont les plus

14 Plusieurs passages y font explicitement référence : les Brics « *partagent un fort désir de paix, de sécurité de développement et de coopération* » et entendent « *contribuer significativement au développement de l'humanité et établir un monde plus équitable et honnête* ».

15 La ligue de la jeunesse (ANCYL) est sur ce point, comme sur d'autres, très critique.

16 Un autre des points souvent repris est l'absence de réelle vision, claire et précise du rôle de l'Afrique du Sud dans le concert des nations. Weekly Mail and Guardian, 25 mars 2011 et 31 mars 2011.

nombreux sont africains. L'Afrique du Sud serait donc un choix stratégique et politique de la part des BRIC (mais aussi de sa part) car c'est justement un pays africain ; sa présence augmentant la représentativité et la crédibilité du groupe pour mieux revendiquer le droit de parler au nom des pays du Sud sans pour autant faire bénéficier ces derniers des dividendes (éventuellement) obtenus. La toute puissante chinoise est ici pointée du doigt tant par sa capacité humaine que financière ou économique qui n'a pas, pour l'instant, de rival. Toutefois, la déclaration de Sanya prend soin de bien éviter toute asymétrie en insistant sur « la nécessaire coopération inclusive et sans confrontation avec les autres pays du Sud, sur l'ouverture, sur la vision partagée du monde fondée sur le respect du droit international et sur le multilatéralisme indispensable de l'ONU ». En intégrant les BRICS, l'Afrique du Sud se retrouve dans « un entre deux » pas toujours apprécié de ses partenaires africains : elle assoit certes son statut de puissance émergente partageant les souffrances des pays du Sud/africains mais en même temps elle continue à entretenir des relations avec les principaux pays émergents et industrialisés dans une forme de « diplomatie du grand écart »⁽¹⁷⁾ quelque peu douteuse.

Et c'est le second risque qui apparaît ici : la possible amplification des divisions et l'augmentation des tensions au sein des pays du Sud, en particulier entre pays africains. Plusieurs pays ont critiqué le positionnement sud-africain sur la scène internationale aussi bien lors des difficiles accords sur certaines zones de tensions (Soudan, Zimbabwe, RDC, et plus récemment, Côte d'Ivoire ou Lybie) ou à l'occasion des votes de résolutions contre des pays violant les droits humains, auxquelles l'Afrique du Sud s'est opposé lors de son premier mandat⁽¹⁸⁾. De même, en est-il du siège de membre permanent au Conseil de Sécurité. L'histoire est connue : l'Afrique du Sud milite pour son obtention parmi les pays africains⁽¹⁹⁾ (comme l'Inde et le Brésil dans leur zone géographique respective). Or les cinq pays composant les BRICS siègent au Conseil de Sécurité : la Chine et la Russie de façon permanente, les trois autres pour deux ans (2010-2012), ce qui semble être une configuration porteuse d'espoirs. Le trouble est encore plus vif avec la déclaration de Sanya qui loin d'apaiser les craintes précise que « la Chine et la Russie réitèrent l'importance attachée au statut de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud dans les affaires internationales et comprennent et soutiennent leur aspiration à jouer un plus grand rôle au sein des Nations Unies ». Sans doute rien n'est-il joué, la Chine ayant sur ce point précis une certaine réserve, mais les divisions au sein du continent africain sont perceptibles comme peuvent l'être par extension celles entre les BRICS et les PMA craignant de voir se recomposer, par ceux-là même qui prétendent parler en leur nom, des relations de domination.

Enfin, le troisième risque est constitué par la crédibilité des réalisations des BRICS au premier rang desquelles la nécessaire institutionnalisation de ce groupe. Sur ce point, les cinq pays ont rapidement conclu en juin 2011⁽²⁰⁾ un accord prévoyant l'organisation de secrétariats dans chaque pays afin de coordonner les réunions du Forum et les actions à venir. Consciente de cette dimension essentielle, et sans doute encouragée par l'expérience positive du forum IBSA, la déclaration de Sanya a pour sa part prévu un plan d'action (comprenant 14 propositions, mais aussi des thèmes de coopération et des pistes nouvelles à explorer) donnant ainsi une perspective d'actions communes. Le risque est ici pour l'Afrique du Sud (et dans une moindre mesure pour le Brésil et l'Inde) de voir le forum IBSA, qui a commencé à bien fonctionner (le programme de satellite commun en est un exemple⁽²¹⁾) de même que les divers projets proposés par d'autres pays du Sud et financés

17 Afrique Asie, Juillet-Août 2011.

18 A l'opposé, l'Afrique du Sud a voté en 2011 en faveur de la résolution 1973 concernant la Libye à la différence des quatre autres BRIC qui se sont abstenus. Weekly Mail and Guardian 6 mai 2011.

19 En contrariété avec la position commune de l'UA adoptée en juillet 2005 dit consensus d'Ezulwini. Voir Soulè-Kohndou Folashadé, op. cit., p.103-106.

20 Connu sous le nom de Memorandum of Understanding of the Establishment of BRICS Contact Points.

21 L'Afrique du Sud fournit le cadre, les instruments viennent du Brésil et le lancement est assuré par l'Inde.

par l'IBSA⁽²²⁾, être progressivement surpassé par les BRICS au sein duquel le rapport de force n'est pas le même. Plusieurs analystes estiment en effet que les BRICS servent d'abord les intérêts chinois⁽²³⁾ et/ou sont un paravent pour poursuivre la mondialisation libérale sous d'autres formes⁽²⁴⁾, reformulant une préoccupation importante : l'Afrique du Sud sera-elle un des champions du Sud ou un cheval de Troie du libéralisme ?

L'émergence de la Chine, du Brésil et de l'Inde, voire de la Russie (et par extension d'autres comme la Turquie ou la Pologne) commence à reconfigurer et refaçonner la coopération sud-sud. Ces pays sont guidés pas l'ambition de dominer l'économie et la politique globales et ont bien compris l'intérêt du multilatéralisme à des fins nationales. L'Afrique du Sud aussi mais peut-être à ses dépens.

Il est trop tôt pour le dire mais deux questions restent en suspens : quels sont les bénéfices pour les pays du Sud ? Est-ce que ces pays émergents ont pris la mesure des défis et envisagent de soutenir la solidarité sud-sud au bénéfice de tous ou utilisent-ils cette notion à leurs seuls bénéfices propres ? Aucun doute, les pays BRICS ou IBSA ont besoin de continuer à travailler ensemble afin d'améliorer et de soutenir leur domination. Cela ne doit toutefois pas être le prétexte pour oublier la finalité première de la coopération sud-sud : protéger et favoriser le développement des États les plus faibles. Et c'est un enjeu crucial pour les relations internationales mais aussi pour l'Afrique du Sud.

Karackattu Joe Thomas, Brics : opportunities and challenges, IDSA Issue, 8 may 2011

22 Monde Diplomatique mars 2011.

23 Ainsi, la déclaration de Sanya a évité soigneusement les sujets qui fâchent, en particulier le statut de la monnaie chinoise et effleure seulement la question des réformes des institutions financières internationales. Pour l'instant seule la Chine en a réellement tiré profit (et l'Inde dans une moindre proportion) avec les nouveaux quotes-parts au sein du FMI. Voir Alternatives Internationales n°49, décembre 2010.

24 Senona Joseph, BRIC and IBSA Forums: Neo-liberals in Disguise or Champions of the South?, SAIIA Policy Briefing, n°24, September 2010.

Les BRICS et leur idéologie :

Ébauche d'une nouvelle gouvernance planétaire ou habillage de nouvelles stratégies de dominations ?

Paul Sindic,
chercheur

Le terme même de « BRIC » (désignant, via les premières lettres de leur nom, le groupe de pays constitué par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine) a, semble-t-il, été créé par Jim O'Neill, économiste de « Goldman Sachs », la grande banque américaine, dans une étude de 2001 soulignant que, vu les différentiels de croissance des PIB, ces pays dépasseraient économiquement au cours des décennies à venir les pays du G7.

On ne sait si ce cadre de Goldman Sachs a joué le rôle du démiurge, mais l'ensemble « BRIC » s'est mis progressivement à exister. Conférences ministérielles, puis des Chefs d'État concernés en 2009 en Russie (Iekaterinbourg), en 2010 au Brésil (Brasilia), en 2011 en Chine (Hainan-Sanya). En 2011, par cooptation, l'Afrique du Sud a été incluse (transformant l'ensemble désormais en « BRICS »). Par ailleurs, la « Déclaration de Sanya », adoptée le 14 avril 2011, lors de la dernière réunion des Chefs d'État des BRICS en Chine, peut être considérée comme un manifeste fondateur des ambitions de ce groupe.

Nous essayerons donc, pour mieux cerner l'émergence des BRICS, d'analyser tout d'abord les principales caractéristiques de ces pays, de leur évolution historique, de leur poids actuel, économique, politique, idéologique, en tant que groupe sur la scène internationale, les motivations possibles de leur action commune sur la dite scène, motivations collectives, mais aussi, le cas échéant, individuelles.

Nous traiterons ainsi notamment de l'idéologie, des analyses et des prises de position internationales qui ressortent de la « Déclaration de Sanya » en les comparant avec ce que nous pouvons savoir par ailleurs des stratégies réelles, économiques et politiques de ces pays. Il s'agira d'essayer de répondre à la question posée dans le titre de l'article « Ébauche d'une nouvelle gouvernance planétaire ou habillage de nouvelles stratégies de domination ? ».

I) Les principales caractéristiques des BRICS

- Population

C'est un groupe de pays relativement hétérogène du point de vue nombre d'habitants. Les estimations 2011 montrent évidemment deux poids lourds, la Chine et l'Inde, avec respectivement 1,340 et 1,2 milliard d'habitants, deux autres pays dans la moyenne supérieure, le Brésil et la Russie, avec respectivement 200 et 140 millions d'habitants et l'Afrique du Sud, avec « seulement » 50 millions d'habitants (pour les raisons de son intégration au sein des BRICS, malgré sa taille, voir plus loin).

Cependant, quelle que soit leur hétérogénéité, à eux cinq, ils représentent 2,930 milliards d'habitants, soit près de la moitié de la population mondiale.

- Taille géographique

Toujours à l'exception de l'Afrique du Sud, ce sont de grands pays au point de vue étendue géographique. La Russie, même après la dissolution de l'URSS, reste le plus grand pays du monde. Le Brésil, la Chine, l'Inde figurent dans le groupe des 10 pays les plus étendus du monde. Même si des conditions climatiques spécifiques affectent leur potentiel de développement, notamment agro-alimentaire ou d'extraction de ressources minérales : climat de la Sibérie pour la Russie, déficit en eau du Nord de la Chine, déforestation incontrôlée aux conséquences planétaires négatives pour le Brésil, ce potentiel demeure fort important. En particulier, leur taille géographique en fait des détenteurs de ressources naturelles importantes dans un monde où les tensions sur les matières premières s'accroissent. Ceci confère notamment un avantage économique important à la Russie et au Brésil.

- Caractéristiques économiques et sociales

Notons tout d'abord qu'au cours des trente dernières années, les BRICS se sont rangés sous la houlette de la logique du capitalisme néolibéral mondialisé avec ses règles du jeu s'imposant progressivement (libre échange des marchandises et des capitaux, privatisations, etc.). Dès 1978 pour la Chine, à partir de 1989 pour la Russie, les conversions spectaculaires de ces deux pays ont frappé les esprits puisqu'ils incarnaient jusque là la lutte pour un autre système social et économique dont la perspective était en principe le communisme.

Cependant, au sein des BRICS, l'intégration de la logique néolibérale s'est faite avec des modalités spécifiques. Si leur commerce international, leur gestion du monde du travail ont largement intégré ces dogmes néolibéraux (libre échange, surexploitation et mise en cause des acquis sociaux), les États concernés ont conservé des rôles économiques importants avec des entreprises publiques dans des secteurs clefs, la capacité plus ou moins poussée d'impulser des stratégies industrielles à long terme (modèle Japon ou Corée du Sud), ce qui les protège en partie des dérives financières proprement occidentales.

Le fait que la Chine ait conservé l'appellation « communiste » pour qualifier son régime ne trompe plus grand monde, sauf les nostalgiques rêvant toujours de voir une grande puissance progressiste s'opposer à l'impérialisme occidental. Il ne faut pas insulter l'avenir qui sera écrit par un peuple chinois qui en surprendra plus d'un. Mais ce rôle ne sera certainement pas tenu par le régime actuel. Il y a de fait un consensus au sein de celui-ci entre l'appareil de pouvoir bureaucratique et les grands intérêts capitalistes, qui jouent désormais un rôle important au sein du régime, pour conserver l'appellation « communiste », mais pour des raisons de stabilité interne et de stratégie externe.

Quoi qu'il en soit, la Chine avec un PIB évalué, en parité de pouvoir d'achat (PPA), à 10.000 milliards de \$ en 2010 par la CIA (1), soit les 2/3 du PIB des USA, domine économiquement de la tête et des épaules ses autres partenaires des BRICS. Elle est devenue le 1er exportateur mondial et la CIA considère également que la valeur cumulée de ses productions agricoles et industrielles (au sens strict) dépasse désormais celles des USA. Avec un différentiel de taux de croissance moyen de 7% au cours des dernières années, le rattrapage, toujours en PPA, du PIB des USA aura lieu avant la fin de la décennie (hors crises majeures dans l'un ou l'autre pays). Avec un excédent commercial élevé, elle dispose désormais de réserves en devises considérables (équivalant à 3.200 milliards de \$?), à la fois moyen de pression éventuel sur le \$ US, mais aussi force de frappe financière considérable pour des acquisitions à l'étranger.

L'Inde, avec un PIB de 4.000 milliards de \$, en PPA, vient assez loin derrière, mais elle maintient, comme la Chine, un taux de croissance élevé (6,8 % en 2009, 10,4 % en 2010).

Ses capacités à l'exportation se situent plutôt dans les services, notamment informatiques. Mais elle ne dispose pas d'excédent commercial significatif et ses réserves en devises sont relativement limitées.

La Russie et le Brésil viennent ensuite avec des PIB équivalents, estimés, toujours en PPA, à 2.200 milliards de \$, mais avec des populations nettement inférieures à celles de l'Inde (1/9 pour la Russie, 1/6 pour le Brésil). Les taux de croissance de ces deux pays sont en moyenne supérieurs à ceux des pays occidentaux, mais avec des fluctuations importantes, liées apparemment à leur dépendance aux variations des prix des matières premières exportées (diminution du PIB de 7,8 % en 2009 pour la Russie et de 0,6 % pour le Brésil, avant une remontée en 2010 à + 4% pour la Russie et + 7,5 % pour le Brésil).

La Russie, en particulier, si elle conserve toujours d'importantes capacités industrielles (armement, spatial, aéronautique militaire, pétrole et gaz, nucléaire civil) pouvant lui ouvrir des débouchés à l'étranger, s'avère toujours incapable d'exporter des produits industriels courants. Elle s'appuie exagérément sur la rente pétrolière et gazière dont elle bénéficie, ce qui est une fragilité à terme. Le profil de l'Afrique du Sud, avec 500 milliards de \$ de PIB, est du même type que celui de la Russie et du Brésil avec aussi des fluctuations du taux de croissance liées à la variabilité du prix des matières premières.

Mais ce que les limites du critère du taux de croissance du PIB dissimulent, c'est une tare profonde des BRICS, à savoir le caractère très inégalitaire de ces sociétés. Les études récentes du PNUD sur les inégalités de revenu par tranches de population (calcul du coefficient de Gini) confirment que le Brésil est le pays le plus inégalitaire (la mince élite issue de l'ancienne colonisation détient encore la majeure partie de la richesse du pays ⁽²⁵⁾-phénomène similaire aux Békés des Antilles françaises), suivi de la Chine (le relatif égalitarisme du maoïsme a fait place en peu de temps à des inégalités record, liées à une accumulation de richesses exceptionnelle en un petit nombre de mains - le pays compte désormais 63 milliardaires en \$ - tandis que la moitié de la population (zones rurales) continue à vivre dans la grande pauvreté), puis de l'Inde (les îlots de modernité avancée comme Bangalore émergent dans un océan de misère avec 400 millions d'indiens n'ayant pas accès à l'électricité) et de l'Afrique du Sud (le compromis politique ayant mis fin à l'apartheid a laissé à la minorité blanche l'essentiel de sa richesse et le virage néolibéral de Thabo Mbeki n'a rien arrangé. Si une mince bourgeoisie noire est apparue, la majorité de la population continue à vivre dans une grande pauvreté). Seule, la Russie, malgré ses oligarques milliardaires, reste un peu moins inégalitaire. En tout cas, globalement, les BRICS sont encore plus inégalitaires que les pays capitalistes développés et ne peuvent prétendre à être considérés comme des modèles de ce point de vue. Par ailleurs, la corruption à tous les niveaux est profondément enkystée dans chacun de ces pays.

Les stratégies militaires au sein des BRICS

On ne peut parler de stratégie militaire d'envergure planétaire que pour la Russie et la Chine. L'Inde en est encore à une stratégie régionale, le Brésil essaie de se doter d'une véritable aviation de combat. L'Afrique du Sud a abandonné son armement nucléaire au début des années 90, mais vend toujours des armes.

La Russie a conservé une certaine parité nucléaire avec les USA basée sur les missiles intercontinentaux et les sous-marins nucléaires, mais ne possède pas l'équivalent de la sophistication de l'intégration des forces d'intervention extérieures US. La Chine a choisi une force de dissuasion nucléaire à la Française basée pour l'instant sur des missiles intercontinentaux, mais elle vient de mettre en service un porte-avions ex URSS, racheté et modernisé. Son ambition est clairement d'exclure militairement les USA de sa zone

25 CIA World Factbook 2011

stratégique d'influence, la Mer de Chine (ce qui provoque évidemment une grande inquiétude chez les pays riverains de la dite Mer, comme le Vietnam ou les Philippines du fait des litiges d'appropriation sur divers archipels- Spratley, Paracels à ressources pétrolières potentielles). Par ailleurs, la déclaration de Sanya est muette sur la question du désarmement nucléaire.

- Le rapport des BRICS à l'Occident

On touche là à un domaine plus politique, chacun des pays concernés ayant eu maille à partir avec les pays occidentaux au cours de son histoire, soit en tant que pays colonisé, soit depuis la deuxième guerre mondiale, face à l'impérialisme occidental dirigé par les USA. Trois d'entre eux, la Chine, la Russie et l'Inde ont été des grandes puissances à la tête d'empires pendant des siècles, voire des millénaires pour la Chine. Pour cette dernière, les humiliations du XIX^e siècle infligées par les impérialismes anglais et français (saccage du Palais d'été, guerre de l'opium entre autres) puis l'invasion japonaise et ses exactions au XX^e, les affrontements et tensions de la guerre froide (Corée, Taïwan), ont nourri, dans les élites dirigeantes chinoises, la résurgence d'un nationalisme fort, désireux de voir la Chine redevenir la première puissance mondiale qu'elle a été pendant une très longue période historique. Pour l'Inde, l'humiliation historique de la longue période de colonisation anglaise a, elle aussi, nourri la résurgence d'un nationalisme hindou désireux de voir son pays devenir une puissance de rang mondial. Pour la Russie, la période soviétique a été marquée dès 1917 par l'hostilité violente des puissances capitalistes européennes (soutien à la guerre civile), puis par celle des USA lors de la guerre froide, sans compter évidemment entre temps l'épisode de l'assaut nazi et de ses atrocités de masse vis-à-vis du peuple russe. Si, lors de la perestroïka, l'appareil de pouvoir bureaucratique a choisi, dans sa masse, le ralliement au capitalisme de type néolibéral et non une démocratisation du socialisme, la violence, impulsée par l'Occident, de la déstructuration économique du pays, faisant de la Russie une puissance de seconde zone, la manière dont ensuite l'espace stratégique aux frontières mêmes de la Russie a été envahi par l'OTAN avec la mise en place de radars et de missiles en Europe orientale, ont conduit au sursaut nationaliste incarné par le régime de Poutine. Pour le Brésil, colonisé jusqu'à la fin du XIX^e siècle, son histoire au cours du siècle suivant a été celle de l'alliance de la petite minorité dominante issue de la colonisation avec l'impérialisme « Yankee », face à un peuple brésilien maintenu dans la misère. Dans la dernière période, la montée en puissance économique du Brésil, l'arrivée de dirigeants socio-démocrates, portés initialement au pouvoir par des mouvements populaires, a conduit à un compromis politique entre ces mêmes dirigeants et les grands intérêts capitalistes brésiliens. L'une des dimensions de ce compromis est la promotion du Brésil comme puissance régionale dominante, s'affirmant de manière relativement indépendante sur la scène internationale, d'où l'adhésion aux BRICS. Nous retrouvons une situation un peu similaire à propos de l'Afrique du Sud avec un double compromis. Le premier, à la brésilienne, entre la minorité blanche détentrice de la richesse et le pouvoir politique, sur la promotion de l'Afrique du Sud comme puissance régionale dominante en Afrique subsaharienne ; le deuxième entre les BRIC initiaux et le pouvoir sud-africain. La cooptation de celui-ci au sein des BRICS « africanise » ces derniers et leur confère un atout essentiel vis-à-vis d'une zone géographique d'un grand intérêt pour eux (accès direct à de nombreuses matières premières, débouchés pour leurs produits commerciaux (dont les armements russes), poids géopolitique dans le rapport de forces mondial). A terme, il s'agit de remplacer les impérialismes déclinants anglais et français sur ce continent. Un processus de même type est en cours en Amérique du Sud où la présence chinoise s'affirme de plus en plus.

La Déclaration de Sanya (avril 2011)

Si l'on met de côté l'enrobage diplomatique habituel (recherche de l'harmonie, de la paix, de la coopération, respect mutuel, respect du droit, de la démocratie, etc.), deux thèmes principaux structurent ce véritable manifeste :

- Le souhait d'un rôle plus important et d'une réforme de l'ONU

Il ne s'agit pas du souhait d'un retour à l'essence originelle du système des Nations Unies, c. à d. à la souveraineté de L'Assemblée générale. En fait, les BRICS réclament quasi ouvertement que le Brésil, L'Inde, l'Afrique du Sud deviennent aussi des membres permanents du Conseil de Sécurité. Ils veulent participer à la direction des Affaires du monde sur un pied d'égalité avec les Occidentaux, au sein d'organisations des Nations Unies qui ne soient plus à la botte de ces derniers, mais sous des bottes conjointes. Globalement, ils veulent contenir l'interventionnisme armé occidental libéré par la chute de l'URSS (ex. appui à la médiation OUA pilotée par l'Afrique du Sud dans le conflit libyen). Ils rejettent en tout cas cet interventionnisme dans leur zone d'influence stratégique propre. Les deux empires que constituent toujours la Russie et la Chine (mosaïque de peuples) rejettent également toute interférence dans leur propre interventionnisme interne (Tchéchénie, Xinjiang, Tibet) L'ambition est celle d'un « G7 bis » (G5 pour l'instant – l'adhésion de la Turquie, envisagée, a été écartée pour manque de consensus moyen-oriental à son sujet). Appuyé par un nombre important de pays du « Sud », le G5 (BRICS actuels) devrait prendre progressivement le pas sur les Occidentaux.

- La question des régulations économiques et techniques internationales

L'attitude des BRICS est très ambiguë. En effet, d'un côté, ils inscrivent la montée en puissance de leurs exportations au sein du commerce international dans le cadre dérégulé du libre-échange dont le Brésil et la Chine sont devenus les plus ardents défenseurs. L'achèvement du cycle de Doha est réclamé avec insistance et le développement de l'Afrique est vu par les BRICS dans le cadre néolibéral défini par le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), ce qui, l'expérience le montre déjà, est tout à fait négatif.

Mais d'un autre côté, les BRICS se rebellent contre les fluctuations spéculatives occidentales sur le prix des matières premières qui peuvent affecter leurs ressources en devises, leurs taux de croissance (cf. exemples Russie et Brésil en 2009, cités plus hauts). Ils veulent plus de transparence sur les stocks, sur les transactions, sur les prévisions de consommation, etc. mais n'envisagent pas une régulation des prix eux-mêmes, qui est pourtant une nécessité objective. Sur le plan des régulations techniques, tout en confirmant leur intention de poursuivre et développer le nucléaire civil, ils évoquent la nécessité de normes internationales de sûreté nucléaires obligatoires, ce qui est positif, mais pas celle de l'outil international indépendant ayant le pouvoir de les faire appliquer (AIEA remaniée), ce qui l'est beaucoup moins.

Par ailleurs, à Sanya, les BRICS se sont prononcés pour l'instauration d'une monnaie commune mondiale basée sur les droits de tirages spéciaux du FMI et sur un panier de monnaies. Il s'agit de mettre fin aux privilèges exorbitants du dollar et donc des USA en matière monétaire. Mais l'exemple de l'euro montre qu'une monnaie commune gérée sous critères financiers néolibéraux ne résout aucun problème et n'empêche aucune crise. Or, les BRICS, même s'ils ont leur propre version du capitalisme néolibéral, ne mettent pas en cause la logique globale de celui-ci. Inutile donc de bâtir de faux espoirs à ce propos pour l'instant.

Enfin, la déclaration de Sanya est absolument muette en ce qui concerne l'application au sein des BRICS des droits de l'homme tels que définis dans la Déclaration de 1948 (Droit au travail, à un salaire décent, au logement, aux soins, à l'éducation, liberté d'organisation syndicale, de religion, d'expression, droit à la culture, au repos, etc.), dont les pays composant les BRICS sont pourtant signataires. Il est vrai que certains d'entre eux sont en délicatesse avec les dits droits.

Au total, quelle réponse donner aux questions posées initialement ?

- « Ébauche d'une nouvelle gouvernance planétaire » ?

Oui, si l'on considère que passer d'une gouvernance planétaire où moins de 0,1% des 7 milliards d'êtres humains décident, sans aucun contrôle démocratique réel, du sort de tous les autres à une gouvernance où ce seront 0,2% (adjonction des classes dirigeantes des BRICS) qui décideront est un réel progrès vers la démocratie. Non, si continuer à se placer sous dominante de la logique capitaliste néolibérale à dominante financière alors même que celle-ci nourrit une crise systémique qui ne cesse de s'aggraver et, du même coup, s'interdire d'apporter de réelles solutions à la misère des pays du « Sud », à la maîtrise du réchauffement climatique et des problèmes énergétiques, aux besoins d'avancées fortes en matière de démocratie, de « développement humain durable », est une option en fait régressive, voire même catastrophique.

- « Habillage de nouvelles stratégies de domination » ?

L'émergence politique des BRICS en tant que groupe est évidemment le reflet de leur montée en puissance économique. Mais celle-ci est assise, non seulement sur des stratégies industrielles, mais aussi sur des capacités à s'assurer des accès directs aux matières premières nécessaires, sur la possibilité de conquérir, en les arrachant à des producteurs locaux ou occidentaux, de nouveaux marchés à l'exportation. Dans cette compétition avec les grands intérêts occidentaux, il y a affrontement entre deux habillages des stratégies de domination. L'Occident, au nom de la démocratie et des droits de l'homme impose, le cas échéant militairement (Côte d'Ivoire, Libye, récemment), des pouvoirs inféodés à ses intérêts. Les BRICS, et particulièrement la Chine, mettent, eux, en avant leur non-ingérence politique dans les pouvoirs locaux (même les pires), leur propre état de pays en développement, leur image historique de pays ayant appuyé les luttes de décolonisation, voire l'étiquette « communiste » pour la Chine, afin de se voir accorder un traitement de faveur pour la pénétration de leurs propres intérêts. Par ailleurs, les dirigeants chinois actuels, principaux animateurs des BRICS, ont probablement aussi des préoccupations stratégiques liées à leur ambition spécifique de voir leur pays devenir la première puissance mondiale. Celle-ci, si elle se maintient, les emmènera d'ici 10 à 15 ans (date probable où les capacités d'innovation technologique de la Chine dépasseront celles des USA – voir étude du Virginia Institute of Technology) à un danger de collision majeure avec les USA, absolument pas décidés à céder le pas et, du même coup, pouvant recourir à leur dernier atout maître, la supériorité militaire. Les dirigeants chinois actuels sont conscients de cette prospective et veulent donc, dans la durée, bâtir un rapport de forces politique : BRICS + autres pays émergents+ pays du « Sud », qui bloque Washington le moment venu. Ces politiques d'affrontement stratégique entre classes dirigeantes nous paraissent éminemment dangereuses pour la paix mondiale et doivent être dénoncées.

Cependant, fort heureusement, l'histoire n'est pas faite que par les classes dirigeantes. Les violentes pressions que l'obsession de l'accumulation financière privée exerce dans la

plupart des pays sur le monde du travail atteignent l'insupportable, comme le cynisme de l'aggravation des inégalités. Du même coup, des peuples se sont mis en mouvement, dans le monde arabe, en Europe du Sud, au Chili et même en Israël. Leur nombre ne peut que s'accroître. Même en Chine, des luttes victorieuses pour les salaires, des exigences de masse, nouvelles, sur la transparence des décisions politiques, démontrent aussi un mouvement de fond. Si nous allons vers la fin d'un système capitaliste aux contradictions devenues insolubles, l'avenir reste ouvert entre une nouvelle logique planétaire progressiste, celle du « développement humain durable », et une régression dans la barbarie qui pourrait être fatale à l'espèce humaine.

ANNEXE

A. Organisations moniales [hors Nations unies]

Banque des règlements internationaux - BRI :

Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Russie

Cour pénale internationale - CPI :

Afrique du Sud, Brésil

Commonwealth :

Inde

Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux - GAFI : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Russie

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique - ACP

Afrique du Sud

Groupe des Huit - G-8

Russie

Groupe des Quinze - G-15

Brésil, Inde

Groupe des Soixante-Dix-Sept - G-77

Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde

Groupe des Vingt - G-20

Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Russie

Groupe des Vingt-Quatre - G-24

Afrique du Sud, Brésil, Inde

Mouvement des pays non-alignés - MNA

Afrique du Sud, Brésil (observateur), Chine, Inde, Russie (observateur)

Organisation de la conférence islamique - OCI

Russie (observateur)

Organisation internationale pour les migrations - OIM

Afrique du Sud, Brésil, Chine (observateur), Inde

Organisation mondiale du commerce - OMC

Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde, Russie (observateur)

Organisations internationales régionales

Afrique du Sud

Association pour la coopération régionale des pays riverains de l'océan Indien (*avec l'Inde*)

Banque africaine de développement - BAfD

Communauté de développement d'Afrique australe

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique - NEPAD

Union africaine

Brésil

Association latino-américaine d'intégration - ALADI

Banque inter-américaine de développement - BID

Groupe de Rio

Mercosur - Marché commun du Sud

Organisation des États américains - OEA

Zone de libre-échange des Amériques - ZLEA

Chine

Banque asiatique de développement - BAsD (*avec l'Inde*)

Coopération économique Asie-Pacifique - CEAP

Organisation de coopération de Shanghai - OCS (*avec la Russie*)

Inde

Association pour la coopération régionale des pays riverains de l'océan Indien (*avec l'Afrique du Sud*)

Association d'Asie du Sud pour la coopération régionale

Banque asiatique de développement - BAsD (*avec la Chine*)

Russie

Organisation de coopération de Shanghai - OCS (*avec la Chine*)

Banque européenne pour la reconstruction et le développement - BERD

Communauté des États indépendants - CEI

Communauté économique eurasienne - CEE

Conseil de l'Europe - CE

Coopération économique de la mer Noire - CEMN

Organisation du traité de l'Atlantique Nord- OTAN (partenaire)

Organisation du traité de sécurité collective - OTCS

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe - OSCE

Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est- PSESE

2011 : LE PRINTEMPS ARABE ?

Par Samir Amin, le 26 mai 2011.
Professeur d'économie politique,
il a enseigné dans les universités de Dakar, Paris, Poitiers.
Directeur du Forum du Tiers-monde
et est président du Forum mondial des alternatives.

Je n'ai pas l'intention, dans cet article, d'examiner avec autant de précision chacun des mouvements en cours dans le monde arabe (Tunisie, Libye, Syrie, Yémen et autres). Car les composantes du mouvement sont différents d'un pays à l'autre, tout comme le sont les formes de leur intégration dans la mondialisation impérialiste et les structures des régimes en place.

Aujourd'hui, les États-Unis ont besoin de transférer l'Africom (le commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique, une pièce importante du dispositif du contrôle militaire de la planète, toujours localisé à Stuttgart !) en Afrique. Or l'Union Africaine refuse de l'accepter et jusqu'à ce jour aucun État africain n'a osé le faire. Un laquais mis en place à Tripoli (ou à Benghazi) souscrirait évidemment à toutes les exigences de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN.

Ils sont donc avant tout des mouvements anti-impérialistes et donc seulement potentiellement anticapitalistes. Si ces mouvements parviennent à converger avec l'autre réveil nécessaire, celui des travailleurs des centres impérialistes, une perspective authentiquement socialiste pourrait se dessiner à l'échelle de l'humanité entière.

Le déclin du capitalisme peut ouvrir la voie à la longue transition au socialisme comme il peut engager l'humanité sur la voie de la barbarie généralisée.

L'année 2011 s'est ouverte par une série d'explosions fracassantes de colère des peuples arabes. Ce printemps arabe amorcera-t-il un second temps de « l'éveil du monde arabe » ? Ou bien ces révoltes vont-elles piétiner et finalement avorter – comme cela été le cas du premier moment de cet éveil évoqué dans mon livre *L'éveil du Sud*. Dans la première hypothèse, les avancées du monde arabe s'inscriront nécessairement dans le mouvement de dépassement du capitalisme / impérialisme à l'échelle mondiale. L'échec maintiendrait le monde arabe dans son statut actuel de périphérie dominée, lui interdisant de s'ériger au rang d'acteur actif dans le façonnement du monde.

Il est toujours dangereux de généraliser en parlant du « monde arabe », en ignorant par là même la diversité des conditions objectives qui caractérisent chacun des pays de ce monde. Je centrerai donc les réflexions qui suivent sur l'Égypte, dont on reconnaîtra sans difficulté le rôle majeur qu'elle a toujours rempli dans l'évolution générale de la région.

L'Égypte a été le premier pays de la périphérie du capitalisme mondialisé qui a tenté « d'émerger ». Bien avant le Japon et la Chine, dès le début du XIXe siècle Mohammed Ali avait conçu et mis en œuvre un projet de rénovation de l'Égypte et de ses voisins immédiats du Mashreq arabe. Cette expérience forte a occupé les deux tiers du XIXe siècle et ne s'est essouffée que tardivement dans la seconde moitié du règne du Khédive Ismail, au cours des années 1870. L'analyse de son échec ne peut ignorer la violence de l'agression extérieure de la puissance majeure du capitalisme industriel central de l'époque – la Grande-Bretagne. Par deux fois, en 1840, puis dans les années 1870 par la prise du contrôle des finances de l'Égypte

khédivale, enfin par l'occupation militaire (en 1882), l'Angleterre a poursuivi avec acharnement son objectif : la mise en échec de l'émergence d'une Égypte moderne. Sans doute le projet égyptien connaissait-il des limites, celles qui définissaient l'époque, puisqu'il s'agissait évidemment d'un projet d'émergence dans et par le capitalisme, à la différence du projet de la seconde tentative égyptienne (1919-1967) sur laquelle je reviendrai. Sans doute, les contradictions sociales propres à ce projet comme les conceptions politiques, idéologiques et culturelles sur la base desquelles il se déployait ont-elles leur part de responsabilité dans cet échec. Il reste que sans l'agression de l'impérialisme ces contradictions auraient probablement pu être surmontées, comme l'exemple japonais le suggère.

L'Égypte émergente battue a été alors soumise pour près de quarante ans (1880-1920) au statut de périphérie dominée, dont les structures ont été refaçonnées pour servir le modèle de l'accumulation capitaliste / impérialiste de l'époque. La régression imposée a frappé, au-delà du système productif du pays, ses structures politiques et sociales, comme elle s'est employée à renforcer systématiquement des conceptions idéologiques et culturelles passéistes et réactionnaires utiles pour le maintien du pays dans son statut subordonné.

L'Égypte, c'est-à-dire son peuple, ses élites, la nation qu'elle représente, n'a jamais accepté ce statut. Ce refus obstiné est à l'origine d'une seconde vague de mouvements ascendants qui s'est déployée au cours du demi-siècle suivant (1919-1967). Je lis en effet cette période comme un moment continu de luttes et d'avancées importantes. L'objectif était triple : démocratie, indépendance nationale, progrès social. Ces trois objectifs – quelles qu'en aient été les formulations limitées et parfois confuses – sont indissociables les uns des autres. Cette interconnexion des objectifs n'est d'ailleurs rien d'autre que l'expression des effets de l'intégration de l'Égypte moderne dans le système du capitalisme / impérialisme mondialisé de l'époque. Dans cette lecture, le chapitre ouvert par la cristallisation nassériste (1955-1967) n'est rien d'autre que le dernier chapitre de ce moment long du flux d'avancée des luttes, inauguré par la révolution de 1919-1920.

Le premier moment de ce demi-siècle de montée des luttes d'émancipation en Égypte avait mis l'accent – avec la constitution du Wafd en 1919 – sur la modernisation politique par l'adoption d'une forme bourgeoise de démocratie constitutionnelle et sur la reconquête de l'indépendance. La forme démocratique imaginée permettait une avancée laïcisante – sinon laïque au sens radical du terme – dont le drapeau (associant le croissant et la croix – un drapeau qui a fait sa réapparition dans les manifestations de janvier et février 2011) constitue le symbole. Des élections « normales » permettaient alors non seulement à des Coptes d'être élus par des majorités musulmanes, mais encore davantage à ces mêmes Coptes d'exercer de très hautes fonctions dans l'État, sans que cela ne pose le moindre problème.

Tout l'effort de la puissance britannique, avec le soutien actif du bloc réactionnaire constitué par la monarchie, les grands propriétaires et les paysans riches, s'est employé à faire reculer les avancées démocratiques de l'Égypte wafdiste. La dictature de Sedki Pacha, dans les années 1930 (abolition de la constitution démocratique de 1923) s'est heurtée au mouvement étudiant, fer de lance à l'époque des luttes démocratiques anti-impérialistes. Ce n'est pas un hasard si, pour en réduire le danger, l'ambassade britannique et le Palais royal ont alors soutenu activement la création des Frères musulmans (1927) qui s'inspiraient de la pensée « islamiste » dans sa version « salafiste » (passéiste) wahabite formulée par Rachid Reda, c'est-à-dire la version la plus réactionnaire (antidémocratique et anti-progrès social) du nouvel « Islam politique ».

La conquête de l'Éthiopie entreprise par Mussolini et la perspective d'une guerre mondiale se

dessinant, Londres s'est trouvé obligé de faire des concessions aux forces démocratiques, permettant le retour du Wafd en 1936 et la signature du Traité anglo-égyptien de la même année – un Wafd au demeurant lui-même « assagi ». La seconde guerre mondiale a, par la force des choses, constitué une sorte de parenthèse. Mais le flux de montée des luttes a repris dès le 21 février 1946, avec la constitution du bloc étudiant-ouvrier, renforcé dans sa radicalisation par l'entrée en scène des communistes et du mouvement ouvrier. Là encore, les forces de la réaction égyptienne soutenues par Londres ont réagi avec violence et mobilisé à cet effet les Frères musulmans qui ont soutenu une seconde dictature de Sedki Pacha, sans parvenir à faire taire le mouvement. Le Wafd revenu au gouvernement, sa dénonciation du Traité de 1936, l'amorce de la guérilla dans la zone du Canal encore occupée, n'ont été mis en déroute que par l'incendie du Caire (1951), une opération dans laquelle les Frères musulmans ont trempé.

Le premier coup d'État des Officiers libres (1952), mais surtout le second inaugurant la prise de contrôle de Nasser (1954) sont alors venus pour « couronner » cette période de flux continu des luttes selon les uns, ou pour y mettre un terme, selon les autres. Le nassérisme a substitué à cette lecture que je propose de l'éveil égyptien un discours idéologique abolissant toute l'histoire des années 1919-1952 pour faire remonter la « révolution égyptienne » à juillet 1952. A l'époque, beaucoup parmi les communistes avaient dénoncé ce discours et analysé les coups d'État de 1952 et 1954 comme destinés à mettre un terme à la radicalisation du mouvement démocratique. Ils n'avaient pas tort, car le nassérisme ne s'est cristallisé comme projet anti-impérialiste qu'après Bandoeng (avril 1955). Le nassérisme a alors réalisé ce qu'il pouvait donner : une posture internationale résolument anti-impérialiste (associée aux mouvements panarabe et panafricain), des réformes sociales progressistes (mais non « socialistes »). Le tout, par en haut, non seulement « sans démocratie » (en interdisant aux classes populaires le droit de s'organiser par elles-mêmes et pour elles-mêmes), mais en « abolissant » toute forme de vie politique. Le vide créé appelait l'Islam politique à le remplir. Le projet a alors épuisé son potentiel d'avancées en un temps bref – dix années de 1955 à 1965. L'essoufflement offrait à l'impérialisme, dirigé désormais par les États-Unis, l'occasion de briser le mouvement, en mobilisant à cet effet leur instrument militaire régional : Israël. La défaite de 1967 marque alors la fin de ce demi-siècle de flux. Le reflux est amorcé par Nasser lui-même, choisissant la voie des concessions à droite – (« l'infithah » – l'ouverture, entendre « à la mondialisation capitaliste ») plutôt que la radicalisation pour laquelle se battaient, entre autres, les étudiants (dont le mouvement occupe le devant de la scène en 1970, peu avant puis après la mort de Nasser). Sadate qui succède, accentue la portée de la dérive à droite et intègre les Frères musulmans dans son nouveau système autocratique. Moubarak poursuit dans la même voie.

La période de reflux qui suit (1967-2011) couvre à son tour presque un demi-siècle. L'Égypte, soumise aux exigences du libéralisme mondialisé et aux stratégies des États-Unis, a cessé d'exister comme acteur actif régional et international. Dans la région, les alliés majeurs des États-Unis – l'Arabie saoudite et Israël – occupent le devant de la scène. Israël peut alors s'engager dans la voie de l'expansion de sa colonisation de la Palestine occupée, avec la complicité tacite de l'Égypte et des pays du Golfe.

L'Égypte de Nasser avait mis en place un système économique et social critiquable mais cohérent. Nasser avait fait le pari de l'industrialisation pour sortir de la spécialisation internationale coloniale qui cantonnait le pays à l'exportation de coton. Ce système a assuré une répartition des revenus favorable aux classes moyennes en expansion, sans appauvrissement des classes populaires. Sadate et Moubarak ont œuvré au démantèlement du

système productif égyptien, auquel ils ont substitué un système totalement incohérent, exclusivement fondé sur la recherche de la rentabilité d'entreprises qui ne sont pour la plupart que des sous-traitants du capital des monopoles impérialistes. Les taux de croissance égyptiens, prétendument élevés, qu'exalte depuis trente ans la Banque mondiale, n'ont aucune signification. La croissance égyptienne est vulnérable à l'extrême. Cette croissance, par ailleurs, s'est accompagnée d'une incroyable montée des inégalités et du chômage qui frappe une majorité de jeunes. Cette situation était explosive ; elle a explosé.

L'apparente « stabilité du régime » que Washington vantait reposait sur une machine policière monstrueuse (1 200 000 hommes contre 500 000 seulement pour l'armée), qui se livrait à des abus criminels quotidiens. Les puissances impérialistes prétendaient que ce régime « protégeait » l'Égypte de l'alternative islamiste. Or, il ne s'agit là que d'un mensonge grossier. En fait, le régime avait parfaitement intégré l'Islam politique réactionnaire (le modèle wahabite du Golfe) dans son système de pouvoir, en lui concédant la gestion de l'éducation, de la justice et des médias majeurs (la télévision en particulier). Le seul discours autorisé était celui des mosquées confiées aux Salafistes, leur permettant de surcroît de faire semblant de constituer « l'opposition ». La duplicité cynique du discours de l'establishment des États-Unis (et sur ce plan Obama n'est pas différent de Bush) sert parfaitement ses objectifs. Le soutien de fait à l'Islam politique annihile les capacités de la société à faire face aux défis du monde moderne (il est à l'origine du déclin catastrophique de l'éducation et de la recherche), tandis que la dénonciation occasionnelle des « abus » dont il est responsable (assassinats de Coptes, par exemple) sert à légitimer les interventions militaires de Washington engagé dans la soit disant « guerre contre le terrorisme ». Le régime pouvait paraître « tolérable » tant que fonctionnait la soupape de sécurité que représentait l'émigration en masse des pauvres et des classes moyennes vers les pays pétroliers. L'épuisement de ce système (la substitution d'immigrés asiatiques à ceux en provenance des pays arabes) a entraîné la renaissance des résistances. Les grèves ouvrières de 2007 – les plus fortes du continent africain depuis 50 ans – la résistance obstinée des petits paysans menacés d'expropriation par le capitalisme agraire, la formation de cercles de protestation démocratique dans les classes moyennes (les mouvements Kefaya et du 6 avril) annonçaient l'inévitable explosion - attendue en Égypte, même si elle a surpris les « observateurs étrangers ». Nous sommes donc entrés dans une phase nouvelle de flux des luttes d'émancipation dont il nous faut alors analyser les directions et les chances de développement.

Les composantes du mouvement démocratique

La « révolution égyptienne » en cours illustre la possibilité de la fin annoncée du système « néolibéral », remis en cause dans toutes ses dimensions politiques, économiques et sociales. Ce mouvement gigantesque du peuple égyptien associe trois composantes actives : les jeunes « re-politisés » par leur propre volonté et dans des formes « modernes » qu'ils ont inventées, les forces de la gauche radicale, celles rassemblées par les classes moyennes démocrates.

Les jeunes (environ un million de militants) ont été le fer de lance du mouvement. Ils ont été immédiatement rejoints par la gauche radicale et les classes moyennes démocrates. Les Frères musulmans dont les dirigeants avaient appelé à boycotter les manifestations pendant les quatre premiers jours (persuadés que celles-ci seraient mises en déroute par la répression) n'ont accepté le mouvement que tardivement, lorsque l'appel, entendu par l'ensemble du peuple égyptien, a produit des mobilisations gigantesques de 15 millions de manifestants.

Les jeunes et la gauche radicale poursuivent trois objectifs communs : la restauration de la démocratie (la fin du régime militaire et policier), la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique et sociale favorable aux classes populaires (la rupture avec la soumission aux exigences du libéralisme mondialisé), et celle d'une politique internationale indépendante (la rupture avec la soumission aux exigences de l'hégémonie des États-Unis et du déploiement de son contrôle militaire sur la planète). La révolution démocratique à laquelle ils appellent est une révolution démocratique anti-impérialiste et sociale. Bien que le mouvement des jeunes reste diversifié dans sa composition sociale et ses expressions politiques et idéologiques, il se situe dans l'ensemble « à gauche ». Les manifestations de sympathie spontanées et fortes avec la gauche radicale en sont le témoignage.

Les classes moyennes se rassemblent dans l'ensemble autour du seul objectif démocratique, sans nécessairement remettre intégralement en cause le « marché » (tel qu'il est) et l'alignement international de l'Égypte. On ne doit pas ignorer le rôle d'un groupe de blogueurs qui participent – consciemment ou pas – à un véritable complot organisé par la CIA. Ses animateurs sont généralement des jeunes issus des classes aisées, américanisés à l'extrême, qui se posent néanmoins en « contestataires » des dictatures en place. Le thème de la démocratie, dans la version que sa manipulation par Washington impose, domine leurs interventions sur le « net ». Ils participent de ce fait à la chaîne des acteurs des contre-révolutions orchestrées par Washington, déguisées en « révolutions démocratiques » sur le modèle « des révolutions colorées » de l'Europe de l'Est. Mais on aurait tort de conclure que ce complot est à l'origine des révoltes populaires. La CIA tente néanmoins de renverser le sens du mouvement, d'éloigner les militants de leurs objectifs de transformation sociale progressiste et de les dévoyer sur d'autres terrains. Les chances de succès du complot deviennent sérieuses si le mouvement échoue dans la construction de la convergence de ses diverses composantes, à identifier des objectifs stratégiques communs et à inventer des formes d'organisation et d'action efficaces. On connaît des exemples de cet échec, aux Philippines et en Indonésie par exemple. Il est intéressant de noter à ce propos que nos blogueurs, qui s'expriment en anglais plutôt qu'en arabe (!), partis dans la défense de la « démocratie » - à l'américaine - développent souvent, en Égypte, des arguments destinés à légitimer les Frères Musulmans.

L'appel à la manifestation formulé par les trois composantes actives du mouvement a été rapidement entendu par l'ensemble du peuple égyptien. La répression, d'une violence extrême les premiers jours (plus d'un millier de morts) n'a pas découragé ces jeunes et leurs alliés (qui, à aucun moment, n'ont appelé à leur secours les puissances occidentales comme on a pu le voir ailleurs). Leur courage a été l'élément décisif qui a entraîné dans la protestation à travers tous les quartiers des grandes et des petites villes, voire de villages, une quinzaine de millions de manifestants pendant des jours et des jours (et parfois des nuits). Ce succès politique foudroyant a produit ses effets : la peur a changé de camp ; Hilary Clinton et Obama ont découvert alors qu'il leur fallait lâcher Moubarak qu'ils avaient soutenu jusqu'alors, tandis que les dirigeants de l'armée sortaient du silence, refusaient de participer à la relève de la répression – sauvegardant ainsi leur image – et finalement déposaient Moubarak et quelque uns de ses suppôts majeurs.

La généralisation du mouvement à l'ensemble du peuple égyptien constitue par elle-même un défi positif. Car ce peuple est, comme tous les autres, loin de constituer un « bloc homogène ». Certains des segments qui le composent renforcent incontestablement la perspective d'une radicalisation possible. L'entrée dans la bataille de la classe ouvrière (environ 5 millions de travailleurs) peut être décisive. Les travailleurs en lutte (à travers de

nombreuses grèves) ont fait progresser des formes d'organisation amorcées depuis 2007. On compte désormais plus d'une cinquantaine de syndicats indépendants. La résistance opiniâtre des petits paysans aux expropriations rendues possibles par l'annulation de la réforme agraire (les Frères musulmans ont voté au parlement pour ces lois scélérates, sous prétexte que la propriété privée serait « sacrée » dans l'Islam et que la réforme agraire était inspirée par le diable communiste !) participe également de la radicalisation possible du mouvement. Il reste qu'une masse gigantesque de « pauvres » ont participé activement aux manifestations de février 2011 et se retrouvent souvent dans des comités populaires constitués dans les quartiers pour « défendre la révolution ». Ces « pauvres » peuvent donner l'impression (par les barbes, les voiles, les accoutrements vestimentaires) que le pays profond est « islamique », voire mobilisé par les Frères musulmans. En fait, leur entrée en scène s'est imposée à la direction de l'organisation. La course est donc engagée : qui des Frères et de leurs associés islamistes (les Salafistes) ou de l'alliance démocratique parviendra à formuler des alliances efficaces avec les masses désorientées, voire à les « encadrer » (terme que je récusé) ?

Des avancées non négligeables dans la construction du front uni des forces démocratiques et des travailleurs sont en cours en Égypte Cinq partis d'orientation socialiste (le Parti Socialiste égyptien, l'Alliance populaire démocratique – une majorité sortie de l'ancien parti du Tagammu, le Parti démocratique des travailleurs, le Parti des Socialistes révolutionnaires – trotskiste, et le Parti Communiste égyptien – qui avait été une composante du Tagammu) ont constitué en avril 2011 une Alliance des forces socialistes, et se sont engagés à poursuivre, à travers elle, leurs luttes en commun. Parallèlement un Conseil National (Maglis Watany) à été constitué par toutes les forces politiques et sociales acteurs du mouvement (les partis à orientation socialiste, les partis démocratiques divers, les syndicats indépendants, les organisations paysannes, les réseaux de jeunes, de nombreuses associations sociales). Les Frères Musulmans et les partis de droite ont refusé de participer à ce Conseil, réaffirmant ainsi ce qu'on sait : leur opposition à la poursuite du mouvement. Le Conseil rassemble environ 150 membres.

Face au mouvement démocratique : le bloc réactionnaire

Tout comme dans la période de flux des luttes du passé, le mouvement démocratique anti-impérialiste et social se heurte en Égypte à un bloc réactionnaire puissant. Ce bloc peut être identifié dans les termes de ses composantes sociales (de classes, évidemment) mais il doit l'être tout également dans ceux qui définissent ses moyens d'intervention politique et des discours idéologiques au service de celle-ci.

En termes sociaux, le bloc réactionnaire est dirigé par la bourgeoisie égyptienne considérée dans son ensemble. Les formes d'accumulation dépendante à l'œuvre au cours des 40 dernières années ont produit l'émergence d'une bourgeoisie riche, bénéficiaire exclusive de l'inégalité scandaleuse qui a accompagné ce modèle « libéral-mondialisé ». Il s'agit de dizaines de milliers non pas « d'entrepreneurs inventifs » - comme le discours de la Banque mondiale les présente – mais de millionnaires et de milliardaires qui tous doivent leur fortune à leur collusion avec l'appareil politique (la « corruption » est une composante organique de ce système). Cette bourgeoisie est compradore (dans la langue politique courante en Égypte le peuple les qualifie de « parasites corrompus »). Elle constitue le soutien actif de l'insertion de l'Égypte dans la mondialisation impérialiste contemporaine, l'allié inconditionnel des États-Unis. Cette bourgeoisie compte dans ses rangs de nombreux généraux de l'armée et de la police, de « civils » associés à l'État et au parti dominant (« National démocratique ») créé par

Sadate et Moubarak, de religieux (la totalité des dirigeants des Frères musulmans et des cheikhs majeurs de l'Azhar, sont tous des « milliardaires »). Certes, il existe encore une bourgeoisie de petits et moyens entrepreneurs actifs. Mais ceux-là sont les victimes du système de racket mis en place par la bourgeoisie compradore, réduits le plus souvent au statut de sous-traitants dominés par les monopoles locaux, eux-mêmes courroies de transmission des monopoles étrangers. Dans le domaine de la construction, cette situation est presque généralisée : les « gros » raflent les marchés puis les sous-treatent avec les « petits ». Cette bourgeoisie d'entrepreneurs authentiques sympathise avec le mouvement démocratique.

Le versant rural du bloc réactionnaire n'est pas moins important. Il s'est constitué de paysans riches qui ont été les bénéficiaires majeurs de la réforme agraire nassérienne, se substituant à l'ancienne classe des grands propriétaires. Les coopératives agricoles mises en place par le régime nassérien associaient les petits paysans et les paysans riches et de ce fait fonctionnaient principalement au bénéfice des riches. Mais le régime avait pris des précautions pour limiter les agressions possibles contre les petits paysans. Ces précautions ayant été abandonnées par Sadate et Moubarak, sur la recommandation de la Banque mondiale, la paysannerie riche s'emploie maintenant à accélérer l'élimination de la petite paysannerie. Les paysans riches ont toujours constitué dans l'Égypte moderne une classe réactionnaire et ils le sont plus que jamais. Ils sont également le soutien majeur de l'Islam conservateur dans les campagnes et, par leurs rapports étroits (souvent de parenté) avec les représentants des appareils d'État et de la religion (l'Azhar est en Égypte l'équivalent d'une Église musulmane organisée) dominant la vie sociale rurale. De surcroît une bonne partie des classes moyennes urbaines (en particulier les officiers de l'armée et de la police, mais également les technocrates et les professions libérales) sont sorties directement de la paysannerie riche.

Ce bloc social réactionnaire dispose d'instruments politiques à son service : l'armée et la police, les institutions de l'État, le parti politique privilégié (une sorte de parti unique de fait) – le Parti national démocratique créé par Sadate –, l'appareil religieux (l'Azhar), les courants de l'Islam politique (les Frères musulmans et les Salafistes). L'aide militaire octroyée par les États-Unis à l'armée égyptienne (1,5 milliard de dollars annuels) n'a jamais été destinée à renforcer la capacité de défense du pays mais au contraire à en annihiler le danger par la corruption systématique, non pas connue et tolérée, mais soutenue positivement, avec cynisme. Cette « aide » a permis aux plus hauts officiers de s'approprier des segments importants de l'économie compradore égyptienne, au point qu'on parle en Égypte de « la société anonyme / armée » (Sharika al geish). Le commandement de l'armée qui a pris la responsabilité de « diriger » la période de transition, n'est de ce fait pas « neutre » bien qu'il ait pris la précaution de paraître l'être en se dissociant de la répression. Le gouvernement « civil » à ses ordres (dont les membres ont été nommés par le haut commandement) composé en partie d'hommes de l'ancien régime, choisis néanmoins parmi les personnalités les moins visibles de celui-ci, a pris une série de mesures parfaitement réactionnaires destinées à freiner la radicalisation du mouvement. Parmi ces mesures une loi scélérate antigrève (sous prétexte de remettre en route l'économie du pays), une loi imposant des restrictions sévères à la constitution des partis politiques qui vise à ne permettre la possibilité d'entrer dans le jeu électoral qu'aux courants de l'Islam politique (les Frères musulmans en particulier) déjà bien organisés grâce au soutien systématique du régime ancien. Et cependant, en dépit de tout cela, l'attitude de l'armée demeure en dernier ressort imprévisible. Car en dépit de la corruption de ses cadres (les soldats sont des conscrits mais les officiers sont des professionnels) le sentiment nationaliste n'est pas toujours absent chez tous. De surcroît l'armée souffre d'avoir

pratiquement été écartée du pouvoir au profit de la police. Dans ces circonstances, et parce que le mouvement a exprimé avec force sa volonté d'écarter l'armée de la direction politique du pays, il est probable que le haut commandement envisagera pour l'avenir de rester dans les coulisses, renonçant à présenter ses hommes dans les élections à venir.

Si, évidemment, l'appareil policier demeure intact (aucune poursuite n'est envisagée contre ses responsables) comme l'ensemble de l'appareil d'État (les nouveaux gouverneurs sont tous des anciens du régime), le Parti national démocratique a par contre disparu dans la tourmente et sa dissolution prononcée par la justice. Néanmoins faisons confiance à la bourgeoisie égyptienne, elle saura faire renaître son parti sous des appellations nouvelles diverses.

L'Islam politique

Les Frères musulmans constituent la seule force politique dont le régime avait non seulement toléré l'existence, mais dont il avait soutenu activement l'épanouissement. Sadate et Moubarak leur avaient confié la gestion de trois institutions fondamentales : l'éducation, la justice et la télévision. Les Frères musulmans n'ont jamais été et ne peuvent pas être « modérés », encore moins « démocratiques ». Leur chef - le mourchid (traduction arabe de « guide » - Führer) est autoproclamé et l'organisation repose sur le principe de la discipline et de l'exécution des ordres des chefs, sans discussions d'aucune sorte. La direction est constituée exclusivement d'hommes immensément riches (grâce, entre autre, au soutien financier de l'Arabie Saoudite, c'est-à-dire de Washington), l'encadrement par des hommes issus des fractions obscurantistes des classes moyennes, la base par des gens du peuple recrutés par les services sociaux de charité offerts par la confrérie (et financés toujours par l'Arabie Saoudite), tandis que la force de frappe est constituée par les milices (les baltaguis) recrutés dans le lumpen.

Les Frères musulmans sont acquis à un système économique basé sur le marché et totalement dépendant de l'extérieur. Ils sont en fait une composante de la bourgeoisie compradore. Ils ont d'ailleurs pris position contre les grandes grèves de la classe ouvrière et les luttes des paysans pour conserver la propriété de leur terre. Les Frères musulmans ne sont donc « modérés » que dans le double sens où ils ont toujours refusé de formuler un programme économique et social quelconque et que, de fait, il ne remettent pas en cause les politiques néo-libérales réactionnaires, et qu'ils acceptent de facto la soumission aux exigences du déploiement du contrôle des États-Unis dans le monde et dans la région. Ils sont donc des alliés utiles pour Washington (y-a-t-il un meilleur allié des États-Unis que l'Arabie Saoudite, patron des Frères ?) qui leur a décerné un « certificat de démocratie » !

Mais les États-Unis ne peuvent avouer que leur stratégie vise à mettre en place des régimes « islamiques » dans la région. Ils ont besoin de faire comme si « cela leur faisait peur ». Par ce moyen, ils légitiment leur « guerre permanente au terrorisme », qui poursuit en réalité d'autres objectifs : le contrôle militaire de la planète destiné à réserver aux États-Unis-Europe-Japon l'accès exclusif aux ressources. Avantage supplémentaire de cette duplicité : elle permet de mobiliser « l'islamophobie » des opinions publiques. L'Europe, comme on le sait, n'a pas de stratégie particulière à l'égard de la région et se contente de s'aligner au jour le jour sur les décisions de Washington. Il est plus que jamais nécessaire de faire apparaître clairement cette véritable duplicité de la stratégie des États-Unis, dont les opinions publiques – manipulées avec efficacité – sont dupes. Les États-Unis (et derrière eux l'Europe), craignent plus que tout une Égypte réellement démocratique qui, certainement, remettrait en cause son alignement sur le libéralisme économique et la stratégie agressive des États-Unis et de l'OTAN. Ils feront

tout pour que l'Égypte ne soit pas démocratique et, à cette fin, soutiendront, par tous les moyens, mais avec hypocrisie, la fausse alternative Frères musulmans qui ont montré n'être qu'en minorité dans le mouvement du peuple égyptien pour un changement réel.

La collusion entre les puissances impérialistes et l'Islam politique n'est d'ailleurs ni nouvelle, ni particulière à l'Égypte. Les Frères musulmans, depuis leur création en 1927 jusqu'à ce jour, ont toujours été un allié utile pour l'impérialisme et le bloc réactionnaire local. Ils ont toujours été un ennemi féroce des mouvements démocratiques en Égypte. Et les multimilliardaires qui assurent aujourd'hui la direction de la Confrérie ne sont pas destinés à se rallier à la cause démocratique ! L'Islam politique est tout également l'allié stratégique des États-Unis et de leurs partenaires subalternes de l'OTAN à travers le monde musulman. Washington a armé et financé les Talibans, qualifiés de « héros de la liberté » (« Freedom Fighters ») dans leur guerre contre le régime national populaire dit « communiste » (avant et après l'intervention soviétique). Lorsque les Talibans ont fermé les écoles de filles créées par les « communistes », il s'est trouvé des « démocrates » et même des « féministes » pour prétendre qu'il fallait « respecter les traditions » !

En Égypte, les Frères musulmans sont désormais épaulés par le courant salafiste (« traditionaliste »), tout également largement financé par les pays du Golfe. Les Salafistes s'affirment extrémistes (wahhabites convaincus, intolérants à l'égard de tout autre interprétation de l'Islam) et sont à l'origine des meurtres systématiques perpétrés contre les Coptes. Des opérations difficiles à imaginer sans le soutien tacite (et parfois davantage de complicité) de l'appareil d'État, en particulier de la Justice, largement confiée aux Frères musulmans. Cette étrange division du travail permet aux Frères musulmans de paraître modérés ; ce que Washington feint de croire. Il y a néanmoins des luttes violentes en perspective au sein des courants religieux islamistes en Égypte. Car l'Islam égyptien historique dominant est « soufi » dont les confréries rassemblent aujourd'hui 15 millions de fidèles. Islam ouvert, tolérant, insistant sur la conviction individuelle plutôt que sur la pratique des rites (« il y a autant de voies vers Dieu que d'individus » disent-ils), le soufisme égyptien a toujours été tenu en suspicion par les pouvoirs d'État, lesquels, néanmoins, maniant la carotte et le bâton, se gardaient d'entrer en guerre ouverte contre lui. L'Islam wahabite du Golfe se situe à ses antipodes : il est archaïque, ritualiste, conformiste, ennemi déclaré de toute interprétation autre que la sienne, laquelle n'est que répétitive des textes, ennemie de tout esprit critique – assimilé au Diable. L'Islam wahabite a déclaré la guerre au soufisme qu'il veut « extirper » et compte sur l'appui des autorités du pouvoir pour y parvenir. En réaction, les soufistes d'aujourd'hui sont laïcisants, sinon laïques ; ils appellent à la séparation entre la religion et la politique (le pouvoir d'État et celui des autorités religieuses reconnues par lui, l'Azhar). Les soufistes sont des alliés du mouvement démocratique. L'introduction de l'Islam wahabite en Égypte a été amorcée par Rachid Reda dans les années 1920 et repris par les Frères musulmans dès 1927. Mais il n'a pris toute sa vigueur qu'après la Seconde Guerre mondiale lorsque la rente pétrolière des pays du Golfe, soutenus par les États-Unis en conflit avec la vague de libération nationale populaire des années 1960, a permis d'en démultiplier les moyens financiers.

La stratégie des États-Unis : le modèle pakistanais

Les trois puissances qui ont dominé la scène moyen-orientale au cours de toute la période de reflux (1967-2011) sont les États-Unis, patron du système, l'Arabie Saoudite et Israël. Il s'agit là de trois alliés intimes. Ils partagent tous les trois la même hantise de l'émergence d'une

Égypte démocratique. Car celle-ci ne pourrait être qu'anti-impérialiste et sociale, prendrait ses distances à l'égard du libéralisme mondialisé, condamnerait l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe à l'insignifiance, réanimerait la solidarité des peuples arabes et imposerait la reconnaissance de l'État palestinien par Israël.

L'Égypte est une pièce angulaire dans la stratégie états-unienne de contrôle de la Planète. L'objectif exclusif de Washington et de ses alliés Israël et l'Arabie Saoudite est de faire avorter le mouvement démocratique en Égypte et, à cette fin, veulent imposer un « régime islamique » dirigé par les Frères musulmans, qui est le seul moyen pour eux de perpétuer la soumission de l'Égypte. Le « discours démocratique » d'Obama n'est là que pour tromper les opinions naïves, celles des États-Unis et de l'Europe en premier lieu.

On parle beaucoup, pour donner une légitimité à un gouvernement des Frères musulmans (« ralliés à la démocratie ! »), de l'exemple turc. Mais il ne s'agit là encore que de poudre aux yeux. Car l'armée turque, qui reste présente dans les coulisses, bien que certainement non démocratique et de surcroît un allié fidèle de l'OTAN, reste la garantie de la « laïcité » en Turquie. Le projet de Washington, ouvertement exprimé par Hilary Clinton, Obama et les think-tanks à leur service, s'inspire du modèle pakistanais : l'armée (« islamique ») dans les coulisses, le gouvernement (« civil ») assumé par un (ou des) parti islamique « élu ». Évidemment, dans cette hypothèse, le gouvernement « islamique » égyptien serait récompensé pour sa soumission sur l'essentiel (la non remise en cause du libéralisme et des soit disant « traités de paix » qui permettent à Israël la poursuite de sa politique d'expansion territoriale) et pourrait poursuivre, en compensation démagogique, la mise en œuvre de ses projets « d'islamisation de l'État et de la politique », et les assassinats des Coptes ! Belle démocratie que celle conçue à Washington pour l'Égypte. L'Arabie Saoudite soutient évidemment avec tous ses moyens (financiers) la mise en œuvre de ce projet. Car Ryad sait parfaitement que son hégémonie régionale (dans le monde arabe et musulman) exige la réduction de l'Égypte à l'insignifiance. Et le moyen est « l'islamisation de l'État et de la politique » ; en fait, une islamisation à la wahabite, avec tous ses effets – entre autres celui de dévoiements fanatiques à l'égard des Coptes et d'une négation des droits à l'égalité des femmes.

Cette forme d'islamisation est-elle possible ? Peut être, mais au prix de violences extrêmes. La bataille est conduite sur l'article 2 de la constitution du régime déchu. Cet article qui stipule que « la sharia est la source du droit », est une nouveauté dans l'histoire politique de l'Égypte. Ni la constitution de 1923, ni celle de Nasser ne l'avaient imaginé. C'est Sadate qui l'a introduit dans sa nouvelle constitution, avec le soutien triple de Washington (« respecter les traditions » !), de Ryad (« le Coran tient lieu de Constitution ») et de Jérusalem (« l'État d'Israël est un État juif »).

Le projet des Frères musulmans demeure la mise en place d'un État théocratique, comme en témoigne leur attachement à l'article 2 de la Constitution de Sadate/Moubarak. De surcroît le programme le plus récent de l'organisation renforce encore cette vision passéiste par la proposition de mise en place d'un « Conseil des Ulémas » chargé de veiller à la conformité de toute proposition de loi aux exigences de la Sharia. Ce conseil constitutionnel religieux, est l'analogue de celui qui, en Iran, contrôle le « pouvoir élu ». Le régime est alors celui d'un super parti religieux unique et tous les partis qui se revendiqueraient de la laïcité deviennent « illégaux ». Leurs partisans, comme les non Musulmans (les Coptes), sont, de ce fait, exclus de la vie politique. En dépit de tout cela les pouvoirs à Washington et en Europe font comme si on pouvait prendre au sérieux la récente déclaration des Frères « renonçant » au projet

théocratique (sans modifier leur programme !), une déclaration opportuniste mensongère de plus. Les experts de la CIA ne savent-ils donc pas lire l'arabe ? La conclusion s'impose : Washington préfère le pouvoir de Frères, qui leur garantit le maintien de l'Égypte dans leur giron et celui de la mondialisation libérale, à celui de démocrates qui risqueraient fort de remettre en question le statut subalterne de l'Égypte. Le Parti de la Justice et de la Liberté, créé récemment et inspiré visiblement du modèle turc, n'est guère qu'un instrument des Frères. Les Coptes y seraient admis (!), ce qui signifie qu'ils sont invités à accepter l'État musulman théocratique consacré par le programme des Frères, s'ils veulent avoir le droit de « participer » à la vie politique de leur pays. Passés à l'offensive, les Frères musulmans créent des « syndicats », des « organisations paysannes » et une kyrielle de « partis politiques » revêtant des noms divers, dont le seul objectif est de diviser les fronts unis ouvriers, paysans et démocratiques en voie de construction, au bénéfice, bien entendu, du bloc contre-révolutionnaire.

Le mouvement démocratique égyptien sera-t-il capable d'abroger cet article dans la nouvelle constitution à venir ? On ne peut répondre à cette question que par un retour sur un examen des débats politiques, idéologiques et culturels qui se sont déployés dans l'histoire de l'Égypte moderne.

On constate en effet que les périodes de flux sont caractérisées par une diversité d'opinions ouvertement exprimées qui relèguent la « religion » (toujours présente dans la société) à l'arrière-plan. Il en fut ainsi pendant les deux tiers du XIXe siècle (de Mohamed Ali au Khédivé Ismaïl). Les thèmes de la modernisation (dans une forme de despotisme éclairé plutôt que démocratique) dominent alors la scène. Il en fut de même de 1920 à 1970 : l'affrontement est ouvert entre les « démocrates bourgeois » et les « communistes » qui occupent largement le devant de la scène jusqu'au nassérisme. Celui-ci abolit ce débat pour lui substituer un discours populiste panarabe, mais simultanément « modernisant ». Les contradictions de ce système ouvrent la voie au retour de l'Islam politique. On constate, en contrepoint, que dans les phases de reflux la diversité d'opinions s'efface, laissant la place au passéisme prétendu islamique, qui s'octroie le monopole du discours autorisé par le pouvoir. De 1880 à 1920 les Britanniques ont construit cette dérive, entre autre par la condamnation à l'exil (en Nubie, pour l'essentiel) de tous les penseurs et acteurs modernistes égyptiens formés depuis Mohamed Ali. Mais on remarquera aussi que « l'opposition » à cette occupation britannique se range également dans cette conception passéiste. La Nahda (inaugurée par Afghani et poursuivie par Mohamed Abdou) s'inscrit dans cette dérive, associée à l'illusion ottomaniste défendue par le nouveau Parti Nationaliste de Mustapha Kemal et Mohammad Farid. Que cette dérive ait conduit vers la fin de l'époque aux écrits ultra-réactionnaires de Rachid Reda, repris par Hassan el Banna, fondateur des Frères musulmans, ne devrait pas surprendre.

Il en est de même encore dans la période de reflux des années 1970-2010. Le discours officiel du pouvoir (de Sadate et de Moubarak), parfaitement islamiste (la preuve : l'introduction de la Sharia dans la constitution et la délégation de pouvoirs essentiels aux Frères musulmans), est également celui de la fausse opposition, la seule tolérée, celle du discours des mosquées. L'article 2 peut paraître de ce fait, bien solidement ancré dans la « conviction » générale (la « rue » comme on se plaît à dire, par imitation du discours états-unien). On ne saurait sous-estimer les effets dévastateurs de la dépolitisation mise en œuvre systématiquement pendant les périodes de reflux. La pente n'est jamais facile à remonter. Mais cela n'est pas impossible. Les débats en cours en Égypte sont axés – explicitement ou implicitement – sur cette question de la prétendue dimension « culturelle » du défi (en l'occurrence islamique). Indicateurs

positifs : il a suffi de quelques semaines de débats libres imposés dans les faits pour voir le slogan « l'islam est la solution » disparaître dans toutes les manifestations au bénéfice de revendications précises sur le terrain de la transformation concrète de la société (liberté d'opinion, de formation des partis, syndicats et autres organisations sociales, salaires et droits du travail, accès à la terre, école et santé, rejet des privatisations et appel aux nationalisations, etc.). Signe qui ne trompe pas : aux élections des étudiants, l'écrasante majorité (80%) des voix données aux Frères musulmans il y a cinq ans (lorsque seul ce discours était accepté comme prétendue opposition) a fait suite à une chute des Frères dans les élections d'avril à 20% ! Mais l'adversaire sait également organiser la riposte au « danger démocratique ». Les modifications insignifiantes de la constitution (toujours en vigueur !) proposées par un comité constitué exclusivement d'islamistes choisis par le conseil suprême (l'armée) et adoptées à la hâte en avril par référendum (23% de « non », mais une majorité de « oui », forcée par les fraudes et un chantage massif des mosquées) ne concernent évidemment pas l'article 2. Des élections présidentielles et législatives sont prévues pour septembre / octobre 2011. Le mouvement démocratique se bat pour une « transition démocratique » plus longue, de manière à permettre à ses discours d'atteindre véritablement les masses désemparées. Mais Obama a choisi dès les premiers jours de l'insurrection : une transition brève, ordonnée (c'est-à-dire sans remise en cause des appareils du régime) et des élections (donnant une victoire souhaitée aux Islamistes). Les « élections » comme on le sait, en Égypte comme ailleurs dans le monde, ne sont pas le meilleur moyen d'asseoir la démocratie, mais souvent celui de mettre un terme à la dynamique des avancées démocratiques.

Un dernier mot concernant la « corruption ». Le discours dominant du « régime de transition » place l'accent sur sa dénonciation, associée de menaces de poursuites judiciaires (on verra ce qu'il en sera dans les faits). Ce discours est certainement bien reçu, en particulier par la fraction sans doute majeure de l'opinion naïve. Mais on se garde d'en analyser les raisons profondes et de faire comprendre que la « corruption » (présentée comme une déviance morale, façon discours moralisant états-unien) est une composante organique nécessaire à la formation de la bourgeoisie. Non seulement dans le cas de l'Égypte et dans les pays du Sud en général, s'agissant de la formation d'une bourgeoisie compradore dont l'association aux pouvoirs d'État constitue le seul moyen pour son émergence. Je soutiens qu'au stade du capitalisme des monopoles généralisés, la corruption est devenue un élément constitutif organique de la reproduction du modèle d'accumulation : le prélèvement de la rente des monopoles exige la complicité active de l'État. Le discours idéologique (« le virus libéral ») proclame « pas d'État » ; tandis que sa pratique est : « l'État au service des monopoles ».

La zone des tempêtes

Mao n'avait pas tort lorsqu'il affirmait que le capitalisme (réellement existant, c'est-à-dire impérialiste par nature) n'avait rien à offrir aux peuples des trois continents (la périphérie constituée par l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine – cette « minorité » qui rassemble 85% de la population de la planète !) et que donc le Sud constituait la « zone des tempêtes », c'est-à-dire des révoltes répétées, potentiellement (mais seulement potentiellement) porteuses d'avancées révolutionnaires en direction du dépassement socialiste du capitalisme.

Le « printemps arabe » s'inscrit dans cette réalité. Il s'agit de révoltes sociales potentiellement porteuses de la cristallisation d'alternatives, qui peuvent à long terme s'inscrire dans la perspective socialiste. C'est la raison pour laquelle le système capitaliste, le capital des

monopoles dominants à l'échelle mondiale, ne peut tolérer le développement de ces mouvements. Il mobilisera tous les moyens de déstabilisation possibles, des pressions économiques et financières jusqu'à la menace militaire. Il soutiendra, selon les circonstances, soit les fausses alternatives fascistes ou fascisantes, soit la mise en place de dictatures militaires. Il ne faut pas croire un mot de ce que dit Obama. Obama, c'est Bush, mais avec un autre langage. Il y a là une duplicité permanente dans le langage des dirigeants de la triade impérialiste (États-Unis, Europe occidentale, Japon).

Je n'ai pas l'intention, dans cet article, d'examiner avec autant de précision chacun des mouvements en cours dans le monde arabe (Tunisie, Libye, Syrie, Yémen et autres). Car les composantes du mouvement sont différents d'un pays à l'autre, tout comme le sont les formes de leur intégration dans la mondialisation impérialiste et les structures des régimes en place.

La révolte tunisienne a donné le coup d'envoi et certainement fortement encouragé les Égyptiens. Par ailleurs le mouvement tunisien bénéficie d'un avantage certain : la semi laïcité introduite par Bourguiba ne pourra sans doute pas être remise en cause par les Islamistes rentrés de leur exil en Grande-Bretagne. Mais simultanément le mouvement tunisien ne paraît pas être en mesure de remettre en question le modèle de développement extraverti inscrit dans la mondialisation capitaliste libérale.

La Libye n'est ni la Tunisie, ni l'Égypte. Le bloc au pouvoir (Kadhafi) et les forces qui se battent contre lui n'ont rien d'analogues avec ce qu'ils sont en Tunisie et en Égypte. Kadhafi n'a jamais été qu'un polichinelle dont le vide de la pensée trouve son reflet dans son fameux « Livre vert ». Opérant dans une société encore archaïque, Kadhafi pouvait se permettre de tenir des discours successifs - sans grande portée réelle - « nationalistes et socialistes » puis se rallier le lendemain au « libéralisme ». Il l'a fait « pour faire plaisir aux Occidentaux » !, comme si le choix du libéralisme n'aurait pas d'effets dans la société. Or, il en a eu, et, très banalement, aggravé les difficultés sociales pour la majorité. Les conditions étaient alors créées qui ont donné l'explosion qu'on connaît, immédiatement mise à profit par l'Islam politique du pays et les régionalismes. Car la Libye n'a jamais vraiment existé comme nation. C'est une région géographique qui sépare le Maghreb et le Mashreq. La frontière entre les deux passe précisément au milieu de la Libye. La Cyrénaïque est historiquement grecque et hellénistique, puis est devenue mashréqine. La Tripolitaine, elle, a été latine et est devenue maghrébine. De ce fait, il y a toujours eu une base pour des régionalismes dans le pays. On ne sait pas réellement qui sont les membres du Conseil national de transition de Benghazi. Il y a peut-être des démocrates parmi eux, mais il y a certainement des islamistes, et les pires d'entre eux, et des régionalistes. Dès l'origine « le mouvement » a pris en Lybie la forme d'une révolte armée, faisant feu sur l'armée, et non celle d'une vague de manifestations civiles. Cette révolte armée a par ailleurs appelé immédiatement l'Otan à son secours. L'occasion était alors donnée pour une intervention militaire des puissances impérialistes. L'objectif poursuivi n'est certainement ni la « protection des civils », ni la « démocratie », mais le contrôle du pétrole et l'acquisition d'une base militaire majeure dans le pays. Certes, les compagnies occidentales contrôlaient déjà le pétrole libyen, depuis le ralliement de Kadhafi au « libéralisme ». Mais avec Kadhafi on n'est jamais sûr de rien. Et s'il retournait sa veste et introduisait demain dans son jeu les Chinois ou les Indiens ? Mais il y a plus grave. Kadhafi avait dès 1969 exigé l'évacuation des bases britanniques et états-uniennes mises en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, les États-Unis ont besoin de transférer l'Africom (le commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique, une pièce importante du dispositif du contrôle militaire de la planète, toujours localisé à Stuttgart !) en Afrique. Or l'Union Africaine refuse de l'accepter et jusqu'à ce jour aucun État africain n'a

osé le faire. Un laquais mis en place à Tripoli (ou à Benghazi) souscrirait évidemment à toutes les exigences de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN.

Les composantes de la révolte en Syrie n'ont jusqu'à présent pas fait connaître leurs programmes. Sans doute la dérive du régime baasiste, rallié au néolibéralisme et singulièrement passif face à l'occupation du Golan par Israël est-elle à l'origine de l'explosion populaire. Mais il ne faut pas exclure l'intervention de la CIA : on parle de groupes qui ont pénétré à Diraa en provenance de la Jordanie voisine. La mobilisation des Frères musulmans, qui avaient été à l'origine il y a quelques années des insurrections de Hama et de Homs, n'est peut-être pas étrangère au complot de Washington, qui s'emploie à mettre un terme à l'alliance Syrie/Iran, essentielle au soutien de Hezbollah au Liban et de Hamas à Gaza.

Au Yémen l'unité s'était construite sur la défaite des forces progressistes qui avaient gouverné le Sud du pays. Le mouvement va-t-il rendre sa vitalité à ces forces ? Pour cette raison on comprend les hésitations de Washington et du Golfe.

A Bahreïn la révolte a été tuée dans l'œuf par l'intervention de l'armée saoudienne et le massacre, sans que les médias dominants n'y aient trouvé à redire. Deux poids, deux mesures, comme toujours.

La « révolte arabe » ne constitue pas l'exemple unique, même si elle en est l'expression la plus récente, de la manifestation de l'instabilité inhérente à la « zone des tempêtes ».

Une première vague de « révolutions », si on les appelle ainsi, avait balayé certaines dictatures en Asie (les Philippines, l'Indonésie) et en Afrique (le Mali), qui avaient été mises en place par l'impérialisme et les blocs réactionnaires locaux. Mais ici les États-Unis et l'Europe étaient parvenus à faire avorter la dynamique de ces mouvements populaires, parfois gigantesques par les mobilisations qu'ils ont suscitées. Les États-Unis et l'Europe veulent répéter dans le monde arabe ce qui s'est passé au Mali, aux Philippines et en Indonésie : tout changer pour que rien ne change ! Là-bas, après que les mouvements populaires se sont débarrassés de leurs dictateurs, les puissances impérialistes se sont employées à ce que l'essentiel soit préservé par la mise en place de gouvernements alignés sur le néolibéralisme et les intérêts de leur politique étrangère. Il est intéressant de constater que dans les pays musulmans (Mali, Indonésie), l'Islam politique a été mobilisé à cet effet.

La vague des mouvements d'émancipation qui a balayé l'Amérique du Sud a par contre permis des avancées réelles dans les trois directions que représentent la démocratisation de l'État et de la société, l'adoption de postures anti-impérialistes conséquentes, l'engagement sur la voie de réformes sociales progressistes.

Le discours dominant des médias compare les « révoltes démocratiques » du tiers-monde à celles qui ont mis un terme aux « socialismes » de l'Europe orientale à la suite de la chute du « mur de Berlin ». Il s'agit là d'une supercherie pure et simple. Car, quelles qu'aient été les raisons (compréhensibles) des révoltes en question, celles-ci s'inscrivaient dans la perspective de l'annexion de la région par les puissances impérialistes de l'Europe de l'Ouest (au bénéfice de l'Allemagne en premier lieu). En fait, réduits désormais au statut de « périphéries » de l'Europe capitaliste développée, les pays de l'Europe orientale connaîtront demain leur révolte authentique. Il y en a déjà les signes annonciateurs, dans l'ex-Yougoslavie en particulier.

Les révoltes, potentiellement porteuses d'avancées révolutionnaires, sont à prévoir partout ou presque dans les trois continents, qui demeurent, plus que jamais, la zone des tempêtes, démentant par là les discours sirupeux sur le « capitalisme éternel » et la stabilité, la paix, le

progrès démocratique qu'on lui associe. Mais ces révoltes, pour devenir des avancées révolutionnaires, devront surmonter de nombreux obstacles : d'une part, surmonter les faiblesses du mouvement, construire des convergences positives entre ses composantes, concevoir et mettre en œuvre des stratégies efficaces, mais aussi d'autre part mettre en déroute les interventions (y compris militaires) de la triade impérialiste. Car toute intervention militaire des États-Unis et de l'OTAN dans les affaires des pays du Sud, sous quelque prétexte que ce soit fût-il d'apparence sympathique - comme l'intervention « humanitaire » - doit être proscrite. L'impérialisme ne veut ni le progrès social, ni la démocratie pour ces pays. Les laquais qu'il place au pouvoir quand il gagne la bataille resteront des ennemis de la démocratie. On ne peut que déplorer que la « gauche » européenne, même radicale, ait cessé de comprendre ce qu'est l'impérialisme.

Le discours dominant aujourd'hui appelle à la mise en œuvre d'un « droit international » qui autorise en principe l'intervention lorsque les droits fondamentaux d'un peuple sont bafoués. Mais les conditions ne sont pas réunies pour permettre d'avancer dans cette direction. La « communauté internationale » n'existe pas. Elle se résume à l'ambassadeur des États-Unis, suivi automatiquement par ceux de l'Europe. Faut-il faire la longue liste de ces interventions plus que malheureuses, criminelles dans leurs résultats (l'Irak, par exemple) ? Faut-il rappeler le principe « deux poids, deux mesures » qui les caractérise (on pensera évidemment aux droits bafoués des Palestiniens et au soutien inconditionnel à Israël, aux innombrables dictatures toujours soutenues en Afrique) ?

Le printemps des peuples du Sud et l'automne du capitalisme

Les « printemps » des peuples arabes, comme ceux que les peuples d'Amérique latine connaissent depuis deux décennies, que j'appelle la seconde vague de l'éveil des peuples du Sud – la première s'était déployée au 20^{ème} siècle jusqu'à la contre-offensive du capitalisme/impérialisme néolibéral – revêt des formes diverses allant des explosions dirigées contre les autocraties qui ont précisément accompagné le déploiement néolibéral à la remise en cause de l'ordre international par les « pays émergents ». Ces printemps coïncident donc avec « l'automne du capitalisme », le déclin du capitalisme des monopoles généralisés, mondialisés et financiarisés. Les mouvements partent, comme ceux du siècle précédent, de la reconquête de l'indépendance des peuples et des États des périphéries du système, reprenant l'initiative dans la transformation du monde. Ils sont donc avant tout des mouvements anti-impérialistes et donc seulement potentiellement anticapitalistes. Si ces mouvements parviennent à converger avec l'autre réveil nécessaire, celui des travailleurs des centres impérialistes, une perspective authentiquement socialiste pourrait se dessiner à l'échelle de l'humanité entière. Mais cela n'est en aucune manière inscrit à l'avance comme une « nécessité de l'Histoire ». Le déclin du capitalisme peut ouvrir la voie à la longue transition au socialisme comme il peut engager l'humanité sur la voie de la barbarie généralisée. Le projet de contrôle militaire de la planète par les forces armées des États-Unis et de leurs alliés subalternes de l'OTAN, toujours en cours, le déclin de la démocratie dans les pays du centre impérialiste, le refus passéiste de la démocratie dans les pays du Sud en révolte (qui prend la forme d'illusions para religieuses « fondamentalistes » que les Islam, Hindouisme et Bouddhisme politiques proposent) opèrent ensemble dans cette perspective abominable. La lutte pour la démocratisation laïque prend alors une dimension décisive dans le moment actuel qui oppose la perspective d'une émancipation des peuples à celle de la barbarie généralisée.

Lectures complémentaires :

Gilbert Achcar, Les Arabes et la Shoah, Actes Sud, 2009. (Il s'agit là de la meilleure analyse des composantes de l'Islam politique, de Rachid Reda et des Frères Musulmans, des Salafistes modernes).

Samir Amin, La nation arabe, Minuit, 1976.

Samir Amin, A life looking forward, Memories of an independent Marxist, Zed, London, 2006.

Samir Amin, L'éveil du Sud, Le temps des cerises, 2008. (Le lecteur y trouvera mes lectures des réalisations du Vice-Roi Muhammad Ali (1805-1848) et des Khédives qui lui ont succédé, en particulier d'Ismail (1867-79), du Wafd (1920-1952), des positions du communisme égyptien face au nassérisme, de la dérive de la Nahda d'Afghani à Rachid Reda.)

Hassan Riad, L'Égypte nassérienne, Minuit ; 1964.

Concernant le rapport entre le conflit Nord/Sud et celui qui oppose l'amorce de la transition socialiste à la poursuite du déploiement du capitalisme, voir :

Gilbert Achcar, Le choc des barbaries, Ed Complexe, Bruxelles.

Samir Amin, La crise, sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise ?, Le Temps des Cerises, 2009.

Samir Amin, La loi de la valeur mondialisée, Le temps des cerises, 2011.

Samir Amin, Pour la cinquième internationale, Le temps des cerises, 2006.

Samir Amin, "The long trajectory of historical capitalism", Monthly Review, New York, february 2011.

Samir Amin, Le Caire et Paris, mai 2011 (Professeur d'économie politique, a enseigné dans les universités de Dakar, Paris, Poitiers. Directeur du Forum du Tiers-monde et président du Forum mondial des alternatives).

SOMMAIRE -----

❑ dossier 1 : Comment apprécier l'onde de choc dans les pays arabes ?

◆ Me Maurice Buttin, Président du Comité de Vigilance pour une Paix réelle au Proche-Orient

◆ Ben Cramer, journaliste

◆ Paul Euzière, Président de l'Association Festival TransMéditerranée



❑ dossier 2 : Les BRICS : une autre gouvernance mondiale ?

◆ Nils Anderson, politologue

◆ Obey Ament, chercheur

◆ Raphaël Porteilla, CREDSPO, U, Bourgogne

◆ Paul Sindic, chercheur



❑ hors-dossier : 2011 : le printemps arabe ?

◆ Samir Amin

Nouvelles brèves :

○ le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en décembre. Il comportera un dossier sur le thème : *Que penser du principe du devoir de protection des populations civiles ?* et un second sur : *Changements climatiques : quels enjeux ?*

○

Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix -

Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours

Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €

IDRP - 4 place des Bouleaux - 94200 Ivry sur Seine - <http://www.institutidrp.org> - contact : 06 68 12 82 15

ISSN-2109-4071